

21
1970

Sommaire

Etudes

*L'évolution de la Tunisie et les questions qu'elle
pose à l'Eglise*
par un groupe de prêtres et laïcs
page 5

Recherches

Eglise, Prêtre et Politique
**Un type de réflexion de l'Année
sacerdotale 69-70**
page 37

Information

L'Année sacerdotale 1970-71 page 55

L'évolution de la Tunisie et les questions qu'elle pose à l'Eglise

Equipe : Prêtres-Laïcs

Introduction

Au cours de l'année 1968-1969, un groupe de chrétiens a essayé, par différentes touches successives, de ressaisir le mouvement de fond de la Tunisie d'aujourd'hui.

Faisant appel à une multitude de remarques personnelles, de souvenirs, de conversations, de phénomènes observés, nous avons tenté de comprendre dans quelle direction évoluent les hommes et la collectivité tunisienne. Nous sommes partis des besoins fondamentaux et des désirs plus élaborés qui caractérisent la Société dans laquelle nous vivons pour discerner comment évoluent les « mythes » socio-religieux et spécialement celui de Dieu.

Notre ambition était, en reprenant tout cela, de nous situer à la fois personnellement et en tant qu'Eglise, dans cette Société. Après avoir ainsi « évalué » le rapport entre la Tunisie d'aujourd'hui et le monde moderne, il faudra évaluer l'évolution de l'Eglise en Tunisie ; alors nous pourrons peut-être tirer quelques conclusions pour le présent et l'avenir.

Ce rapport ne veut pas être un compte rendu de réunions, mais un essai de synthèse de notre réflexion. Celle-ci ne prétend pas cerner le « mystère » du peuple tunisien ; ce n'est qu'une ébauche de compréhension ; faite par des hommes et des femmes « occidentaux », elle ne peut être perçue qu'en termes occidentaux, impuissants par définition à décrire correctement ce qu'est la Réalité dans laquelle nous vivons.

On ne devra en aucune façon chercher dans les lignes qui suivent un quelconque jugement politique sur les hommes et la Tunisie d'aujourd'hui. Nous nous situons au niveau des consciences, de leurs réactions en face des problèmes qui se posent à elles. Nous avons délibérément choisi l'attitude de « sympathie » et de « compréhension » (au sens étymologique de ces mots) parce qu'elle nous semble être la seule capable de nous faire communier de quelque façon avec les hommes et les situations.

Dans cette première partie, notre démarche voudrait permettre de « sentir », beaucoup plus que décrire, la vie qui enveloppe et pénètre notre époque. Nous partirons d'un survol général sur les caractéristiques les plus apparentes de l'évolution tunisienne ; puis, après avoir effleuré le débat central qui fonde cette évolution, nous essayerons de parcourir l'axe qui organise en un tout les différentes composantes de ce mouvement ; alors, nous nous aventurerons à préciser quelques-unes des transformations profondes qui se sont opérées au cœur des consciences.

Première Partie

L'évolution tunisienne

Les caractères généraux de cette transformation

Dire que la Tunisie se transforme de fond en comble est une banalité pour des gens qui vivent depuis cinq ans ou plus en Tunisie.

Déjà avant l'Indépendance une *transformation fondamentale* s'était opérée. L'accession à l'Indépendance, si elle est un phénomène politique, est bien plus la manifestation historique d'une révolution profonde qui a saisi de quelque façon tout le peuple. Il a fallu toute une série de prises de conscience, de ruptures, d'initiatives dans l'ensemble des domaines où se joue la vie des hommes pour en arriver là. Passer de l'état de domination à l'état de liberté (au moins formelle), c'est le fruit d'une maturation qui, dans certains domaines, nécessite même des « mutations brusques ».

Et nous voyons encore les clivages que cette révolution a opérés entre les personnes, au sein des familles. Si certains « anciens » (de fait ou d'esprit) mâchent leurs regrets de l'ancien temps, les plus jeunes ne peuvent déjà plus imaginer ce que peuvent signifier les mots : Protectorat, Résident Général, Caïd ou Colon, voire Colonialisme.

Mais le passage de l'état de colonisation à l'état d'indépendance a intégré avec une rapidité, voire une violence sans précédent, l'ensemble du peuple tunisien dans un *processus d'évolution* qui semble ne laisser plus d'autre alternative que celle-ci : avancer ou disparaître. Beaucoup moins longue et sanglante que la première conquête de la Tunisie par la nation arabe, la reconquête par le peuple Tunisien de son sol, de ses terres et de lui-même, semble marquée du même caractère absolu : gagner ou mourir.

Depuis dix ans, au milieu d'un calme politique rarement troublé, s'est installée une *tension fondamentale*. Prise entre l'Occident et l'Orient, entre l'Algérie et l'Égypte, entre l'Est et l'Ouest, entre les vieux turbans et les progressistes, entre les prêts exorbitants et les besoins croissants d'une population qui s'accroît de 2,5 % chaque année, entre les intellectuels et les analphabètes — la Tunisie est *acculée à des choix* qui engagent

non seulement l'équilibre des personnes, des familles, des collectivités et de la nation tout entière, mais *aussi l'avenir* de tous et de chacun. Si dans le détail certains choix peuvent être remis en cause en fonction de certaines réalités passagèrement oubliées ou mal entrevues au départ, globalement l'orientation générale ne peut être changée ; elle présente un caractère d'*ir-réversibilité*. Quelles que soient les critiques, mêmes graves, faites par des fractions importantes de la population sur certains choix politiques, économiques ou culturels, la ligne générale du mouvement se veut « dans le sens de l'histoire », « dans la ligne de l'évolution » et, encore une fois, la renier sera disparaître.

Et de même que la vie est une élaboration continuelle à partir de multiples éléments, de même cette orientation, ces choix, sont marqués par le *compromis* (en enlevant tout caractère désobligeant à ce mot).

Tension, disions-nous tout à l'heure, elle est résolue dans le compromis qui crée une réalité nouvelle dans le respect des éléments que l'on voulait réunir — Refus des excès et des prises de position spectaculaires, des ruptures et des innovations à la mode... faut-il parler d'une mentalité réformiste ?

Probablement pas ; il ne s'agit pas d'adaptation, mais de synthèse réalisée après de multiples tâtonnements ; pragmatisme, dit-on en politique... peut-être vaudrait-il mieux parler de « vitalisme » dans lequel des rêves et des projets naissent au cœur d'hommes et de collectivités ; ils deviennent réalistes dans une confrontation tacite ou explicite avec le possible, l'existant. Politique des étapes, mise en place progressive de structures plus adaptées et plus rationnelles, évolution souple de la femme... La Tunisie apparaît fondamentalement attentive à la vie où les transformations et les mutations se font au cœur d'une évolution à la fois subie et voulue, lente et rapide, dans le refus de la peur paralysante et de l'audace irréfléchie, acceptant les échecs mais refusant l'impasse.

Aussi il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que *le mouvement* de la Tunisie soit *original*. Les composantes qui doivent être synthétisées, si elles sont communes à d'autres personnes, d'autres pays, sont ici dosées dans des proportions ressenties de façon particulière. Si bien que *personne ne peut décrire de façon juste ce qui se passe* : ni ceux, comme nous, qui nous voulons participants de ce mouvement sans y être contraints par d'autre nécessité que par notre choix, ni ceux qui, de l'exté-

rieur, l'analysent avec une attention qu'ils disent objective : ces derniers ne peuvent saisir que l'écorce, c'est-à-dire le mouvement dans ce qu'il a laissé de pétrifié autour et derrière lui.

Les composantes de cette évolution

Ce que nous venons de dire explique bien l'embarras dans lequel nous nous trouvons pour donner quelque éclairage sur les racines de ce mouvement, sur ce dont il se nourrit, sur les véritables éléments qui entrent en jeu dans cette synthèse quotidienne. Il nous semble pourtant que l'on soit obligé d'abord d'en revenir au schéma très classique : *monde arabe* et *monde occidental moderne*.

a) L'enracinement islamo-arabe est conscient, voulu : il n'y a pas de signe de rejet, de refus global du passé et de tout ce qui a pu marquer la vie de la nation arabe (oumma). Les structures d'autrefois sont critiquées ; des coutumes ne sont plus honorées, des certitudes sont contestées ; mais l'appartenance au monde arabe, à la branche musulmane de l'humanité croyante est revendiquée avec force. Nous sommes, nous, occidentaux et chrétiens, en déphasage par rapport aux réactions de fond de nos amis, même lorsque nous parlons de technique et de toutes les réalités modernes, à plus forte raison lorsque nous abordons des sujets qui mettent en jeu leurs réflexes profonds.

Cet enracinement dans une civilisation qui ne nous appartient pas se situe à tous les niveaux de la vie. Il suffit de passer quelques heures, à plus forte raison plusieurs mois ou plusieurs années, dans l'intimité quotidienne d'un groupe ou d'une famille tunisienne pour sentir (beaucoup plus que définir) la distance qui nous sépare ; de la nourriture à la musique, des distractions aux discours officiels, chaque démarche naturelle, normale, est marquée par un style qui n'est pas le nôtre ; on sent remonter, du tréfond, un héritage que nous ne partageons pas, quel que soit notre désir de le comprendre, de l'inventorier et même de l'expérimenter : notre origine différente nous constitue différents.

Quelle différence entre la conception et l'expression que nous avons de l'hospitalité, de l'amitié, des rapports familiaux et sociaux, à plus forte raison de la prière, de l'amour de Dieu, de sa vie en nous... et celle que nous découvrons chez nos meilleurs amis tunisiens ! (et qui oserait dire que la comparaison tourne toujours à notre avantage ?).

Devant cette manifestation si quotidienne de notre différence, nous sommes amenés à nous demander si nous n'avons pas tendance à mettre au compte de l'Islam ou même de l'arabisme des comportements et des formes de pensée qui, liés historiquement à cette religion vécue collectivement et à cette origine ethnique (si tant est qu'il y ait une ethnie arabe en Tunisie), seraient d'abord liés à une situation géographique historique et économique différente de la nôtre.

b) Par contre, nous nous découvrons très semblables à tous ceux avec qui nous vivons quand, en ne regardant plus les racines souterraines, nous sentons l'air que nous respirons en commun et qui nous fait vivre ensemble d'une même vie. Cet air, faute de mot meilleur, nous l'appelons « la modernité ».

Nous ne reprendrons pas ici tous les aspects de cette modernité qui, de la zone des intellectuels et des étudiants, à la masse des fellagha, alimente les poumons et le sang de la Tunisie. Qu'il suffise d'évoquer quelques réalités : la multiplicité et la conception même des relations internationales ; la création d'une université sur le type de toutes les universités du monde, et la mise à l'écart de l'ancienne Zitouna ; le style des programmes de l'enseignement primaire et secondaire ou la modernisation de l'agriculture qui façonnent les générations à venir ; l'habillement des hommes et des femmes et les normes de l'installation d'une maison, y compris dans les villages où le gourbi est remplacé par la maison en dur, avec lit, table, chaises !

Si rien n'est comme « chez-nous », tout contribue cependant à nous rendre plus proches, à nous faire ressentir une correspondance grandissante entre « eux » et « nous ». Le dépaysement qui prend l'étranger qui arrive est celui qui séduit ou rebute quiconque sort du cadre étroit de son pays pour en visiter un autre : folklore insolite mais même douane, mêmes agents de police, mêmes magasins ; langue incompréhensible, avec tout ce qu'elle véhicule de pensées et de sentiments originaux, mais mêmes horaires, même code de la route, même conception de l'enseignement, du développement, des besoins fondamentaux de l'homme.

c) Et pour ceux qui participent depuis plusieurs années à l'activité du pays, *cette synthèse* quasi-biologique entre l'enracinement islamo-arabe et l'air moderne apparaît *se réaliser de plus en plus rapidement et profondément* chaque année. Inutile de parler longuement de l'évolution de l'habit féminin jusque dans

les centres les plus éloignés, ni des rédactions des élèves de classe terminale, ou des options des techniciens. Les fils ne se sentent ni ne se veulent plus seulement les héritiers de leurs pères qui leur ont transmis un trésor ; ils refusent de suivre leur mode de vie, de partager l'ensemble de leurs convictions ; ils veulent de plus en plus vivre de leur propre vie, l'inventer pour le meilleur ou pour le pire. Arabe, oui, Tunisien, oui ; musulman, au moins au sens sociologique, oui ; mais dans des formes, selon des mœurs, avec des moyens et des pensées qui sont ceux de notre siècle, c'est-à-dire de notre civilisation, qui remettent en cause les pensées et les conceptions d'antan, qui projettent et réunissent progressivement tous les hommes et toutes les nations dans un devenir solidaire.

d) Il serait pourtant impardonnable de taire l'importance des refus que secrète cette tension entre l'enracinement islamo-arabe et l'air moderne qui vient du monde.

Refus d'abord au nom de l'enracinement. Si tout le monde accepte extérieurement, beaucoup se sentent blessés au plus profond de leur conscience par ce qu'ils estiment être un abandon des valeurs propres de leur Foi ou de leur culture. S'il est devenu clair que les unilingues d'arabe n'ont plus de véritable avenir, beaucoup d'entre eux sont effrayés par la laïcisation de la vie sociale, assez caractéristique de Tunisie.

Dieu semble être abandonné par son propre peuple ; Il semble aussi l'avoir abandonné. S'efforçant de rester fidèles, ces hommes ou ces familles vivent un drame de conscience qui, s'il se traduit souvent par un repli sur soi, ou sur le petit monde de leurs semblables, débouche parfois sur un refus beaucoup plus explicite des nouveautés économiques ou sociales.

A l'opposé se situe le refus de jeunes que leurs études ont ouverts à un monde beaucoup moins tourné vers les choses de Dieu ou des ancêtres que vers l'organisation de la Terre et la création de l'avenir. Rejetant le poids du passé, ils aspirent à une société débarrassée des « aliénations » historiques, religieuses, sociales. Peu soucieux des liaisons entre générations et de tout le tissu émotionnel et irrationnel de la vie d'un peuple, ils voudraient aller « plus vite », « plus loin ». S'appuyant sur leur propre expérience, souvent assez courte, ils voudraient d'un coup réaliser leurs rêves terrestres : ils ne croient pas aux étapes mais aux mutations.

Nous ne nous préoccupons pas, ici, des oppositions propre-

ment politiques, encore que chaque tempérament s'exprime également par une option politique déclarée ou tacite. Ce qui nous intéresse, ce sont les attitudes des consciences en face, non d'un régime mais de l'évolution fondamentale de la Tunisie. Il est clair cependant que ces oppositions extrêmes sont politiquement flouantes, qu'elles contestent en direction opposée une synthèse progressive et la mettent en danger lors des crises. Au nom du Dieu des pères ou de la terre des enfants, l'équilibre peut être facilement rompu : au nom de l'arabisme ou du modernisme, on peut voir un jour remettre en question l'essai ambigu d'accomplir, sans rupture brutale ni lenteur, l'étape historique que la Tunisie est contrainte à franchir en cette fin du XX^e siècle.

Les principaux ressorts de cette évolution

Ressaisir le processus de l'évolution actuelle est chose peu commode ; il faudrait pouvoir soulever l'écorce des discours officiels, dépouiller les réactions occidentales des citadins, scruter les propos traditionnels des anciens. Essayons sans ambition de dessiner quelques repères.

A/ Au cours des siècles, la Tunisie arabo-musulmane a profondément évolué. Cependant, si le fils, lié par les habitudes et les coutumes de la famille patriarcale, les exigences du troupeau, de la terre ou de la caste des « aëïens » (notables), ne copiait pas intégralement le chef de famille, il était cependant soucieux avant tout de fidélité « aux pères ». La nouveauté était en quelque sorte dans le passé, lorsque le Prophète était sorti de la Mécque, lorsque Omar faisait régner la justice.

Quelques hommes faisaient et défaisaient les beys, d'autres géraient les affaires pour élever leur famille à un niveau social plus élevé ; mais collectivement l'Histoire ne pouvait apparaître que comme le terrain neutre d'une existence écrite d'avance dans le secret de Dieu et sur le front de ses adorateurs.

B/ L'occupation et le Protectorat viennent rompre le cours de l'histoire. Ils viennent bouleverser quelques conceptions traditionnelles concernant la destinée du peuple choisi, de ses rapports avec Dieu qui le protège et le rend vainqueur. L'oppression politique ressentie par les gens cultivés et l'oppression économique subie par les paysans dépossédés « légalement », bien qu'acceptées par beaucoup comme « morad Allah » (volonté de Dieu), affaire de Dieu, vont néanmoins susciter des réactions de refus, de rejet chez les plus « vivants » des habitants.

Et ce rejet ira se concrétiser, après quelques essais de révolte (essais traditionnels sans résultat) par l'adoption des moyens, des techniques, de la logique même mise en œuvre par l'opprimeur : de la charrue fixe aux tournées diplomatiques auprès des grandes et des moyennes nations, de la réunion de cellule aux syndicats et aux partis politiques, de l'école primaire française aux diplômés universitaires, on va se mettre à l'école de l'opprimeur pour le mieux débouter.

Alors, consciemment ou non, l'histoire a basculé de sens. Quels que soient leurs conditions et leurs intérêts, ceux qui entrent sérieusement dans le combat pour la libération sont projetés dans un autre univers que celui de leurs parents ; à la fois ● parce qu'ils opèrent une rupture avec la fatalité,

● parce que leurs objectifs ne peuvent être politiquement ni économiquement reliés à ceux de leurs pères (être une nation libre et moderne),

● parce que les moyens mis en œuvre sont pour la plupart tirés (avec toute l'adaptation nécessaire) de l'univers créé par l'Occident colonial.

Cette longue période d'assimilation des moyens « français » par les « élites » tunisiennes va donner ses caractéristiques essentielles à l'avenir que nous vivons maintenant. Un des traits les plus significatifs est le rôle dévolu aujourd'hui à l'*enseignement* selon les techniques modernes et la suppression progressive et quasi-radical de l'enseignement traditionnel. Ceux qui ont fait la rupture avec la fatalité passée ont senti l'importance de l'enseignement dans leur démarche. Condition nécessaire sinon suffisante de toute victoire. C'est aussi l'importance donnée à *la personne* ; la lutte était devenue une revendication de la personnalité du colonisé opprimé. D'où la nécessité ressentie de donner très rapidement un Code de Statut personnel. Tout citoyen reçoit les moyens d'être un homme ou une femme selon les critères du monde moderne, de la Déclaration des Droits de l'Homme et non pas d'abord selon la Tradition avec laquelle on a cependant composé.

Un troisième trait né avant l'Indépendance a pris toute son ampleur après. C'est la notion de *Parti*, et la place de celui-ci dans la vie du pays. A l'ancienne unité des croyants on substitue l'unité des citoyens ; calqué sur les partis occidentaux, le Parti est organisé en cellules. Il quadrille le pays de façon à être tout à la fois l'expression et le pédagogue du Peuple. Il donne aux Tunisiens en lutte la cohésion nécessaire pour aller de l'avant. Si certains s'en servent pour leur promotion person-

nelle, il est en son principe l'école où se créent, se forment et s'agrippent la démocratie, le sens de la responsabilité, de l'organisation créatrice. Il se veut le lieu du progrès collectif et l' ciment de l'unité nationale. Il se croit donc le devoir de coiffer de quelque façon toutes les activités pour leur donner leur sens et leur orientation en fonction des buts communs. Et il n'est pas étonnant que les gouverneurs soient responsables du Parti dans leur région, que les syndicats soient de quelque façon intégrés au Parti. Celui-ci est voulu comme le lieu des échanges base-tête en vue de la construction de la nation.

Ainsi donc, dès avant l'Indépendance, l'évolution actuelle est mise sur les rails. Si la valeur de la fidélité à la Nation arabe à la Tradition musulmane, est mise assez souvent en relief (la réaction contre le Congrès de Carthage), c'est d'abord au nom d'une nation à rendre libre et moderne que les dirigeants luttent et réalisent. C'est par les moyens nouveaux que sont l'*instruction* et le *droit moderne* qu'ils se battent et qu'ils réussissent. C'est par la cohésion du *Parti moderne* (et non celle de la Jemma, de l'Oumma) (1) que le peuple est rassemblé et unifié

C/ Il est bien factice de couper l'histoire entre avant et après l'Indépendance car, dans le germe, se trouvent la fleur et le fruit. Cependant, après l'Indépendance, il semble à la fois que le mouvement de l'époque précédente continue plus fortement mais aussi qu'il s'enrichit ; les « ressorts » de l'évolution se modifient progressivement.

Après mars 1956, la *démocratisation* de ce qui n'était avant accessible qu'à quelques-uns allait bouleverser les données de l'évolution et faire jouer à plein le *ressort économique*. Essayons d'analyser très rapidement le phénomène.

La lutte pour l'Indépendance n'avait pas touché l'économie traditionnelle et les bédouins vivaient toujours de la même façon que leurs pères... Les installations coloniales (usines, fermes) montraient cependant ce qui pouvait être des entreprises modernes, et on savait qu'elles faisaient « leurs affaires » : on était même content parfois d'y trouver du travail. Mais comment les bédouins et les ouvriers pouvaient-ils concrètement réaliser qu'un jour leurs enfants dirigeraient de telles entreprises ! Cela ne pouvait être qu'un rêve, et l'on se contentait de se révolter et de lutter pied à pied pour le pain quotidien. Certes la misère avait déjà quelques soulagements possibles pour certains ; les

(1) « Jemma » : assemblée de type religieux.
« Oumma » : communauté islamique.

quelques hôpitaux ou médecins faisaient prendre goût à ces moyens nouveaux, comme les écoles faisaient désirer que les enfants deviennent un jour des hommes sur pied d'égalité avec les occupants.

Mais en dix ans, le rêve devient réalité : *les rêves de quelques-uns deviennent les espoirs de tous* : « mon fils va pouvoir être moallem, toubib, mohendes... (les trois noms magiques) (2). Il sortira et nous sortira du déterminisme, de la misère, de la maladie, de l'ignorance. Les colons étaient tout puissants par ces moyens-là ; les responsables actuels nous dirigent parce qu'ils ont le secret de ces sciences, des techniques ; nos enfants, sinon nous-mêmes, vont pouvoir accéder à ces postes où l'on mange à sa faim, où l'on est quelque'un de respecté... ».

Dès lors, c'est la course : plus on construit d'écoles, plus il y a d'enfants à inscrire ; les paysans participent parfois gratuitement à ces constructions. Débordement de vitalité que ce mouvement : la certitude que la misère peut être vaincue ; le *mektoub* (3) *collectif recule devant les connaissances et les techniques modernes*.

Et c'est dans cette période d'après l'Indépendance que se créent les écoles et les « drous » (4) particuliers et collectifs, que se mettent en place les Offices de mise en valeur, que des efforts d'infra-structure routière sont réalisés, des villages sont créés. On plante, on embellit les villages, on amène l'eau, on « dé-gourbise ».

Le pays se met individuellement et collectivement dans une lutte sacrée, un « jihad » (5) contre cette misère qui semble aux yeux des braves gens pouvoir être vaincue facilement, après une courte période d'adaptation et de mise en place de quelques moyens modernes, dès que le fils aura un petit diplôme (certificat).

D/ ...Hélas, tout n'est pas aussi simple. Les enfants sortent des collèges moyens et trouvent difficilement du travail ; les salaires ne sont pas élevés et le coût de la vie monte. Le rêve de la prospérité familiale s'estompe et les enfants élevés au prix de gros sacrifices n'envoient pas beaucoup d'argent à leurs parents insatiables.

La nouvelle génération a rêvé avec ses parents de bien-être,

(2) Instituteur, médecin, ingénieur.

(3) « Mektoub » : littéralement « C'est écrit », au sens large « C'est fatal »

(4) « Drous » : cours particuliers.

(5) « jihad » : guerre sainte.

de respectabilité par les techniques et les moyens modernes et en a provisoirement joui à l'internat... Dégout et lassitude chez beaucoup de petits fonctionnaires peu payés ou de chômeurs instruits... mais aussi conviction absolue que leur malheur ne vient pas de ces moyens mais de la faiblesse de leurs diplômes. Pas retour au passé mais au contraire, lorsqu'il n'y a pas démission, il y a projection vers l'avant. *Il faut aller plus loin dans la modernité*, devenir « ingénieur principal, agrégé ou spécialiste ». « Je n'ai pas eu de chance, je n'ai pas pu continuer ». Il faut continuer à tout prix les études.

Et le rêve se nourrit de choses vues : le diplôme, la place, c'est le salaire, c'est le frigidaire, la télévision, les fauteuils, les voyages, c'est du concret, du palpable, c'est un standing de vie. On connaît maintenant de plus en plus la « valeur » trébuchante de chaque profession et cela d'abord compte. Si bien que l'on ne rêve plus de « non misère » mais de « mieux vivre ». *Et l'on est pris dans le circuit sans fin du mieux, du plus, du préférable*. C'est mon diplôme (et parfois le cousin) qui est la seule base d'évaluation ; c'est mon art de progresser dans les places possibles qui est mon seul atout. La sécurité est dans ce dont je suis capable, ce qui est valable, c'est ce que je réussis dans le jeu complexe que je dois jouer aujourd'hui.

Et ce jeu s'est effectivement singulièrement compliqué, car le confort économique n'est pas la seule ambition ; il draine avec lui *toute une conception de la personne*, des relations sociales, des buts immédiats de la vie. Etre libre économiquement, c'est être libre de choisir sa fiancée, c'est vivre loin de la petite ville cancanière, c'est mener sa vie selon les modèles sociaux que véhiculent les instruments et les techniques utilisés (y compris les philosophies...).

Et le bouleversement légal du « Statut personnel » entre progressivement et sans réelle résistance dans les familles qui ont décollé d'avec la terre ingrate, des petites propriétés ou des terres indivises. Les besoins en une génération changent de sens, de portée, d'objet. Moins d'enfants (ou pas du tout), une femme instruite, un appartement à soi, etc. Là encore démarrage vers le plus, le mieux, le préférable.

Et c'est l'époque du plan où la vie du pays, centrée sur le développement économique, rayonne à partir de là dans tous les autres secteurs de la vie : directement sur l'Education Nationale qui doit profondément être conçue comme moyen de développement, indirectement sur toutes les autres activités. C'est l'époque des créations sociales, des inaugurations de bâtiments, des

tracteurs de tous ordres, c'est l'époque où les illusions sont tombées et où l'on sait dans tous les milieux que le progrès n'est qu'une très longue patience ; *non plus une patience subie*, mais *une orientation maintenue longtemps* et fermement, continuellement enrichie par les initiatives, révisée par les bilans.

C'est le deuxième stade du développement, où l'enthousiasme et le certificat d'études ne suffisent plus, mais la compétence, la rigueur, les comptes. C'est l'heure de l'éducation des enfants et non plus de leur mise au monde, de la femme juge ou directrice de centre de rééducation et non plus seulement de la mère génitrice. C'est le temps des responsabilités ingrates et du confort nécessaire, de l'amour des parents à travers une distance physique et géographique quasi-indispensable. C'est la période où la vie politique n'offre plus de sensation parce qu'elle est une marche quotidienne sans autre joie que celle de penser que l'on avance, marquée de la douloureuse angoisse de savoir le but reporté très loin dans l'avenir. Mais c'est aussi la période où l'on sait que l'on devient soi-même, où les coopérants sont considérés comme des instruments utiles, indispensables peut-être, mais qui n'attirent plus le respect et l'admiration magiques que suscitaient le savoir ou le nouveau. On a enfin pris pied dans le monde et on a la fierté d'être soi-même. Membre actif dans le concert international, on est enfin respectable et respecté. Et quelles que soient les déficiences et les critiques, on sait qu'on a au fond pris la bonne orientation, que l'on a progressé et que l'on est capable de faire mieux.

C'est aussi hélas le temps des pauvres. Si la misère était égale ou plus grande autrefois, elle est maintenant ressentie avec d'autant plus de souffrance que celui qui est aisé, c'est mon frère, et je sais ce que c'est que la télévision, la viande quotidienne, le frigo. Ce n'est pas comme autrefois où tout cela était loin de moi, aussi étranger que le roumi. C'est moi qui suis pauvre ; c'est mon cousin qui est responsable et qui n'a pas plus de droit que moi à l'être. Un tel, sorti de la maison voisine, est chef de service ; moi je suis au chantier de chômage... Et pour celui qui a accédé à une place aisée, c'est la lutte constante pour défendre, contre tous ceux dont il est solidaire, ce droit à l'aisance qu'il estime avoir acquis par ses études et sa culture ; mais c'est aussi souvent une sorte de remords chronique d'être privilégié (sans privilège)... et c'est avec dureté que l'on est souvent obligé de traiter quémandeurs familiaux ou subordonnés insatisfaits par les maigres salaires. Là encore, les relations se transforment et la paix n'habite pas toujours les hommes.

Cette analyse, criticable certes et surtout incomplète, nous apparaît cependant être une base de réflexion valable pour comprendre un peu mieux ce qui se passe actuellement au plus profond des consciences. Bien sûr, tout le monde ne marche pas au même pas et il serait ridicule de penser que les chômeurs de Kasserine ou de Djebel Abiod ont la même conscience des choses que les ingénieurs de ces régions. Mais ce qui nous préoccupe, c'est le mouvement, ce sont les directions prises. Essayons de faire la même approche au niveau de la vie intérieure que celle que nous venons de faire pour la vie sociale. Inutile de dire combien nous avons le sentiment, là plus qu'ailleurs, d'être très loin de cerner la réalité mystérieuse.

L'évolution des consciences

A plusieurs reprises nous avons fait, dans l'analyse précédente, quelques allusions aux problèmes qui se sont posés et se posent aux consciences de nos contemporains au long de ces années de lutte politique et économique.

Essayons de marquer à grands traits l'évolution qui a pu s'opérer et qui s'opère dans la compréhension du monde et la place de Dieu dans la vie.

A/ La conscience traditionnelle voit dans le monde une Création de Dieu selon un ordre que l'on découvre grâce à la Révélation du Coran et à un effort personnel d'honnêteté et d'intelligence. L'homme croyant reconnaît cet ordre qui régit le ciel et la terre, les événements, les saisons et jusqu'au détail de sa vie intime. Dieu a tout mis à notre disposition, y compris la qualité littéraire du Coran, pour que nous ne nous égarions pas et que nous puissions en toute sécurité marcher dans la voie droite. Les erreurs de l'homme sont normales, il est faible par définition, et c'est Dieu qui permet ce mal afin que le pécheur se convertisse et revienne à l'obéissance. Les rapports sociaux sont évidents, organisés de façon parfaite par la Révélation elle-même, parfois dans ses moindres détails. Et la vie du Prophète est exemplaire dans la mesure où elle est le « lieu » où se sont explicités de façon définitive les ordres, les jugements et les pensées de Dieu sur son peuple et sur les autres peuples. Les musulmans constituent une « oumma » que Dieu protège et qui doit répandre la vérité sur la terre.

B/ La démarche anti-coloniale se situe, pour une part, dans une ligne de fidélité à la pensée traditionnelle. Le peuple choisi par Dieu ne peut se laisser opprimer par une nation infidèle ; le dar el Islam (6) est souillé par les manifestations publiques du catholicisme colonial. L'Islam ne peut être abattu parce qu'Allah ne peut pas perdre définitivement la partie. Et au fond de chaque Tunisien de la première moitié du siècle vivait et vit plus ou moins exprimée cette certitude de la victoire nécessaire du peuple fidèle sur ceux qui n'acceptent pas la Révélation : Allah est le plus grand.

Mais cette certitude n'est pas arrivée à créer les conditions objectives du salut du peuple. Les élites religieuses ne se sont-elles pas laissées enfermer dans une passivité stérilisante ? Si quelques hommes, chefs de fractions, ont essayé, sans succès d'ailleurs, de suivre l'exemple du Prophète et de prendre les armes, les maîtres de la Foi attendaient confortablement que le destin bascule, que le triomphe d'Allah descende du ciel et que la fatalité chasse l'oppressé. Ce ne sont pas les chefs religieux, ni même des hommes détenteurs d'un pouvoir sur le peuple (pouvoir donné par Dieu) qui vont secouer le destin, marcher sur les traces du Prophète et obtenir le salut. Ce sont des hommes issus du peuple, sans pouvoir et sans titre de noblesse : ni muphtis, ni généraux mais des « abéd » (7) comme les autres... *Pas tout à fait comme les autres cependant...* Ce sont des hommes qui connaissent bien sûr le Coran ; mais leur force, leur intelligence leur capacité leur viennent d'ailleurs, de ce qu'ils ont appris chez les roumis. *Leur appui n'est pas d'abord en Dieu, mais d'abord dans les hommes solidaires, non pas dans la « cheriaa » (8) mais dans le droit civil et international, non pas dans le destin qui se réalise, mais dans celui qu'ils façonnent. Leur but n'est pas la conversion à l'Islam ni la libération des musulmans ; il est dans la résurrection d'une nation qui doit devenir moderne, dans la libération d'hommes qui doivent être les égaux de leurs oppresseurs...*

C'est là, nous semble-t-il, que l'orientation définitivement nouvelle est prise ; *que ces hommes aient réussi...* et c'est tout le peuple qui est naturellement embarqué dans cette nouvelle logique. Bien sûr, chacun garde dans son cœur la pensée profonde que Dieu est l'auteur et l'artisan de la victoire. Mais Il n'est plus directement ressenti comme la finalité absolue de l'action, ni le

(6) La maison de l'Islam.

(7) Homme ordinaire.

(8) Cheriaa : la coutume.

moteur indispensable de la pensée. L'Islam est notre religion mais elle n'est pas le seul mobile du sacrifice individuel et collectif.

Tout cela n'est pas encore vécu consciemment par tous les militants de la période anti-coloniale, à plus forte raison par tout le peuple, mais tout le monde est tiré en avant par ces intuitions fondamentales des chefs de l'opposition au régime colonial.

C/ Rupture avec la vie traditionnelle et ses coutumes, rupture avec les moyens utilisés, rupture avec les objectifs religieux : la période de lutte politique amorce une transformation des consciences qui va se démocratiser après l'Indépendance et va s'amplifier avec les nouvelles conditions économique-sociales. Recul du Mektoub, avons-nous dit dans le chapitre précédent. Les moyens d'instruction et d'organisation, les connaissances intellectuelles modernes se sont montrés efficaces pour le peuple choisi ; ils ont une valeur : *on peut leur faire confiance*, il faut s'en servir si on ne veut pas à nouveau sombrer dans le désordre et l'oppression.

Les traditions et les coutumes apparaissent progressivement inefficaces dans les constructions collectives. Et l'on s'en rend compte dès que l'on aborde les problèmes de la misère : que valent les guérisseurs de village, les amulettes, les lectures du livre saint, comparés aux médicaments des médecins ?... Que peut-on tirer de plus de la terre sans les tracteurs ? Que peuvent espérer de la vie les enfants s'ils ne sont pas mis à l'école du « moallem ». Le kouttab (9), c'est pour la religion ; l'instituteur, c'est pour tout le reste, c'est pour la vie, pour tout ce qui va rendre mon fils capable de faire quelque chose de sa vie ; même la morale est de son ressort : « je te confie mon fils, tu es son père, frappe-le »...

Si l'on continue d'invoquer fréquemment le nom de Dieu, lui rendant grâce ou lui demandant pardon, c'est qu'Il est le Seigneur, le Tout-Puissant ; mais après la prière, il reste qu'il faut se mêler à ce monde qui fabrique avec des machines, qui donne du travail avec des cartes d'identité, qui habille avec des robes courtes, qui se déplace avec des cars où sont pêle-mêle hommes et femmes. Dieu est le plus grand : mais peu à peu *je ne le sens plus présent dans cette société* à laquelle pourtant je donne mon adhésion physique, matérielle. Il y a la mosquée ; mais les

(9) Ecole coranique.

jeunes n'y vont plus et j'y vais seul avec mes camarades vieillissant comme moi. Il y a le ramadan mais les jeunes n'y ont plus goût, sinon pour passer la veillée ; ils ont l'air de s'y soumettre par habitude plus que par Foi. Il me reste le fond de mon cœur pour adorer Allah en vérité, comme je le fais, mais sans être capable de me dire à moi-même et de dire aux autres comment notre Dieu agit, comment Il montre son existence, ses ordres, ses commandements d'aujourd'hui. Je n'ose plus parler ordinairement de Dieu : les jeunes ne m'écoutent plus, sinon lors d'un deuil, dans l'épreuve ; là alors eux aussi sont repris... et c'est bien la preuve que Dieu est finalement le Maître.

D/. Et la roue tourne vite. Comme jadis et comme demain, les générations se suivent. La religiosité du sous-développement a entouré l'enfance de ceux qui sont à l'âge mûr, aux postes de responsabilité (et on mûrit vite, on devient vite responsable, après la libération). Elevés à l'école primaire, secondaire, voire à la faculté, la misère les a touchés de très près ou d'un peu plus loin. Et ils ont maintenant pris la route du métier, de la fonction, du développement. Les moyens modernes ne sont pas seulement efficaces : *ils sont les seuls moyens possibles*. Philosophie ou tracteur, mathématique ou huilerie ; c'est la marche irréversible vers l'ordinateur, la pile atomique, le dessalage de l'eau de mer, c'est la télévision, le voyage à l'étranger, le poste de gestion... *c'est le monde moderne qui est le seul possible*. Certes, tout le monde n'y accède pas facilement car il faut des diplômes et des compétences et du travail ; mais le monde social que constituait la société des parents apparaît comme une affaire absolument périmée. Le respect doit entourer la vieillesse ; mais nous ne pouvons plus nous remettre dans ce moule étriqué : étriqué intellectuellement, socialement, économiquement, politiquement... Nul goût pour croire à ce qu'ils croyaient, pour faire ce qu'ils faisaient et font encore, pour penser ce qu'ils pensent ; c'est impossible. Passer quelques jours à l'occasion de l'Aïd avec les parents, oui, avec joie ; mais *la vie est ailleurs* ; elle est dans cette société qui se crée, dans mes camarades qui lisent les journaux politiques ou sportifs, elle est dans ma famille où les enfants désirés pousseront plus avant leur instruction, où mes filles seront plus « évoluées » que ma femme ; elle est au stade, au cinéma, au bureau, à l'usine... Et alors ?... eh bien... on ne sait plus... Dieu ? oui, pour la plupart des hommes ; non, pour quelques-uns. Qui est dans le vrai ? J'ai du mal à concevoir le monde sans Dieu, il faut qu'il y ait Dieu... mais après... je ne

sais pas. L'Islam, c'est ma religion et pour rien au monde je n'en prendrai une autre ; mais *qu'est-ce que ça veut dire exactement : être musulman ?* Ce que je sais, c'est que je suis et je me veux solidaire du monde arabe, que la Palestine est un peu de ma terre ; mais en même temps je me sens loin de l'univers mental de ces pays du Proche-Orient.

De Gaulle, je le comprends ; Hafez, je le sens de ma race, mais je ne le comprends pas bien. Que tout cela est flou et compliqué !... Est-ce que cela vaut le coup que je me casse la tête à fouiller tout cela : mes rapports avec Dieu, c'est la droiture de ma vie ; mes rapports avec mes frères, c'est ceux que la société présente et future me fait vivre. En vérité, je ne me battrais pas pour des problèmes religieux et moraux, sinon une fois en passant, mais j'avoue que c'est un jeu un peu intellectuel. Je me bats par contre pour que le travail marche, qu'il s'organise, que des progrès de tous ordres soient opérés, pour que mes gosses apprennent mieux leurs leçons, que ma femme tienne mieux la maison, ne paraisse pas trop « bédouine » dans les réunions où il est naturel qu'elle paraisse... Il faut suivre l'évolution ; les principes de nos parents ? Il savaient du bon, mais *ils sont dépassés, ils ne sont pas réalisables*, tout comme la prière d'ailleurs.

L'ancien temps est fini. C'est un constat ; que l'on soit pour ou contre les coopératives, la liberté d'expression, le Parti, les muphtis ou le voile... La Révolution au sens étymologique s'est accomplie. Il reste à continuer dans le même sens, en modifiant, perfectionnant sans cesse. Mais une page est tournée. Que reste-t-il chez les enfants et les jeunes hommes actifs d'aujourd'hui de ce qui meublait la conscience des hommes ordinaires vivant leur âge mûr vers 1930 ? Les sécurités religieuses, les certitudes sociales ?... Dieu est souvent évident, il n'est plus, *concrètement*, le Vivant, le Puissant, le Pardonneur, sinon dans les situations critiques, *il n'est pas objet de combat, sujet de la certitude*, il devient tout au plus *inquiétude et recherche* faite au plus profond de la conscience. L'Islam est notre religion comme le christianisme pour les européens : c'est un fait clair et les enfants de ma femme européenne seront circoncis, mais la mosquée et le Coran ne me servent pas à grand'chose ; laissons cela aux spécialistes ou aux vieux. J'aime la voix d'Abdel Bast (10) et des morceaux de la Soleimia (11) ou de melouf (12). Oui, mais le

(10) Psalmodieur égyptien du Coran réputé.

(11) Chants religieux.

(12) Musique classique tunisienne.

reste... Par contre, je suis sûr que *l'on ne peut plus vivre avec les normes coraniques de la société parfaite*, ou alors il faut les interpréter dans un sens très large (œil pour œil). La soumission de la femme, la justice radicale... ça c'est terminé ; la liberté pour tous (mais progressive pour ma femme), la justice, l'égalité, la séparation de la politique et de la religion... voilà ce à quoi il faut arriver. Etat musulman ? Je ne vois pas pourquoi oui, pourquoi non.

Oui, mais il y a les pauvres bougres qui n'ont pas d'instruction, qui vivent dans leurs villages ou leurs douars... Ceux-là ont encore besoin de Dieu, du Mektoub, de la prière, des coutumes, pour vivre, pour être des hommes. Que leur resterait-il comme certitudes, comme raison de vivre, comme dignité même ? Dieu et les habitudes traditionnelles sont pour eux le dernier refuge sûr, et il est bon que pour eux on construise des mosquées ; d'ailleurs outre que ça leur fait plaisir, ça les aide à vivre et ce serait péché de les affliger encore en leur supprimant leur seul point de repère. Comme ils sont la majorité, et qu'ils ne peuvent objectivement pas avoir de solution à leur problème qui est l'ignorance, l'inaptitude à porter les problèmes des hommes d'aujourd'hui, acceptons de marcher avec eux dans ce sens : c'est le minimum de la délicatesse.

Ceux qui s'attachent à la Foi dans la façon traditionnelle de la comprendre et de la vivre, là aussi, respect : parents et gens d'un certain âge : ne troublons pas la paix familiale pour quelque chose que je ne puis pas régler moi-même. Ceux qui s'attachent, jeunes, à la recherche d'une Foi plus intérieure... Oui, ceux-là, à condition qu'ils ne se contentent pas de traditions... ceux-là, ils devraient être nombreux, car l'Islam doit évoluer : qu'il meure vraiment, je ne le souhaite pas, comme quelques rares snobs ; même plus : je voudrais bien y croire vraiment ; mais il doit sortir des routines car, qu'est-ce que vous voulez, il faut être de son temps.

De toutes façons, il faut avancer, tout le reste est peu important. L'ancien temps est fini.

Conclusion

Que conclure ? Nous vivons une époque exceptionnelle de transition, mais déjà sous nos yeux, en dix ans, s'est opérée une mutation qui apparaît irréversible. Fin d'une sorte de pré-

histoire islamo-arabe et début d'une *histoire où les Tunisiens seront intégrés à celle de l'univers contemporain*. Fin des mythes simplificateurs sur Dieu, l'Islam et les Arabes, fin des engouements violents, des certitudes faciles (c'est ainsi que nous pouvons les juger mais elles ne le paraissaient pas autrefois), mais aussi pour nous fin de nos schémas caricaturaux sur la société musulmane, sur l'Islam et le devenir arabo-musulman dépeints par les spécialistes européens.

Deuxième Partie

L'évolution de l'Eglise en Tunisie

Au milieu de cette évolution tunisienne, la communauté chrétienne n'est pas restée constamment identique à elle-même ; l'histoire des cent dernières années a constitué en Tunisie une communauté particulière qui a subi une évolution originale. Nous allons essayer d'en brosser rapidement les mouvements principaux pour pouvoir comprendre la situation aujourd'hui dans le processus qui entraîne la Tunisie en avant.

La "nouvelle Eglise" de Carthage

Les premières dates importantes se situent le jour où le Cardinal Lavigerie débarquait à Tunis et devenait Archevêque de Carthage : « l'Eglise de St-Cyprien renaît », pensait-on alors.

En quelques années les *groupuscules français*, maltais, italiens, siciliens qui vivaient dans les bas quartiers des médinas (1) se voient grossis d'une foule de compatriotes venus du Nord qui ignorent les mœurs du pays mais qui vont savoir beaucoup plus vite qu'eux s'adapter aux nouvelles lois et aux mœurs politico-sociales du nouveau régime. Ces nouveaux arrivants, soutenus par la Résidence et encouragés par l'évêché, prennent place, se construisent des églises, amènent leurs techniques et leurs prêtres, et vont de l'avant. Leur esprit d'initiative n'a pas de limite et ils vont bientôt faire pousser des arbres dans les steppes désertiques, amener l'eau dans leurs fermes, installer des chemins de fer, sortir de terre le fer, le plomb et l'antimoine, commercialiser l'alpha, créer des ateliers et de petites usines.

D'une Eglise humble, vivant avec le souci perpétuel de ne rien faire qui froisse les musulmans, avec une certaine peur et un sens averti des possibilités que laisse le statut d'étranger non musulman dans la cité traditionnelle... on devient une Eglise qui aignon sur rue. Les fêtes chômées le sont pour tout le monde,

(1) Ville, employé dans le sens de vieux quartiers.

le moindre village se signale par son clocher pointu « comme en France », l'Archevêque a une préséance dans les réceptions officielles... et puis il y aura le Congrès Eucharistique et son défilé de « croisés »...

Les premiers remous nationalistes n'inquiètent guère la communauté chrétienne. « Ces politiciens ne constituent-ils pas une minorité issue de l'enseignement arabe traditionnel, qui cherche à composer avec le pouvoir public ; elle n'a que peu de prise sur les nouvelles réalités économiques et techniques ; elle n'est guère écoutée du bon peuple. Ce dernier, lui, ne fait pas de politique, dit-on, mais veut manger et préfère souvent travailler chez les colons qui paient régulièrement que chez les « féodaux arabes » qui « font suer le burnous ». Oui, les Arabes nous aiment mieux que ceux qui sont pourtant leurs frères ; d'ailleurs, ne leur rend-on pas la vie plus facile en les emmenant à l'hôpital, en intervenant pour leurs droits. Nous sommes justes, nous, et les Arabes aiment la justice, ils apprécient la force quand elle est juste. »

La sérénité de la communauté chrétienne est inébranlable, malgré certains revers de fortune des colons installés dans des régions déshéritées ; l'atmosphère est à la confiance dans la vie, dans la prospérité des familles nombreuses exemplaires et souvent citées, dans les terres intelligemment exploitées, dans les affaires qui marchent correctement.

« *Le système colonial est bon* ; malgré ses bavures, il permet d'élever la masse arriérée des Arabes. Ne leur construit-on pas des hôpitaux, des écoles ? Avoir des responsabilités sur les Arabes, c'est accomplir un service. Et l'Eglise, morte depuis dix siècles, renaît grâce à la colonisation dans toute sa vocation humanisatrice. Le christianisme vit, grâce au protectorat, une époque particulièrement passionnante. »

Hormis quelques individus plus conscients, la communauté chrétienne fait sienne les objectifs, les motivations et les méthodes du protectorat ; elle ne peut que réagir défavorablement à la deuxième vague nationaliste qui se structure à partir des gens formés dans les écoles françaises, qui parlent le français, qui s'organisent comme les partis français les plus combatifs et qui entretiennent des liens très étroits avec les organisations « ennemies de l'Eglise de l'autre côté de la mer, S.F.I.O., Radicaux, C.G.T., etc... ». Mais lorsque vraiment il apparaît clairement que ce mouvement (Partis et Syndicat) veut nous « jeter à la mer », alors c'est un véritable scandale : à la lutte pour la

vie et l'avenir des enfants (ils veulent prendre nos places), s'ajoute la hargne du « brave homme » qui se heurte à une puissance maléfique et sourde. Peu à peu s'instaure un manichéisme pratique dans la conscience des chrétiens comme des autres éléments du protectorat. *Ce qui est bon, c'est ce qui est de notre côté* ; de l'autre côté il n'y a rien de bon, si ce n'est ceux qui nous aiment, qui sont reconnaissants, qui marchent avec nous.

La guerre mondiale et ses séquelles n'amènent pas de réflexion ni de transformation profonde. Elle francise définitivement l'Eglise : les « *petits* » *siciliens maltais sont déconsidérés* d'autant qu'ils ont des affinités sérieuses avec les arabes. « Leurs pays d'origine n'ont-ils pas été arabes ? ils ont du sang brun dans les veines »...

Quelques prêtres, plus spécialement formés à une connaissance de l'Islam, s'efforcent de nouer des liens avec les membres de la communauté tunisienne et d'éveiller quelques laïcs à des relations plus justes, plus fraternelles. Leur audience est en fait assez limitée. Les chrétiens leur reprochent leur sympathie pour les tunisiens ; les tunisiens qui ne les connaissent pas très personnellement se méfient de ces hommes habillés à l'arabe, instruits en arabe, qui apparaissent comme des « *mobachchirin* » (2), des propagateurs de la religion des chrétiens, des colonisateurs. *Quelques colons*, dans les différents centres de colonisation, essayent de lutter contre les préjugés raciaux et de fournir à leurs ouvriers des salaires plus justes, des conditions de vie moins primitives. *Quelques ouvriers* des usines et des administrations s'efforcent de lutter pour des conditions de travail moins difficiles pour la classe ouvrière et ne font pas de différence dans cette lutte entre les intérêts des ouvriers européens ou des ouvriers tunisiens.

Mais tout ce mouvement de chrétiens et aussi de non chrétiens pour humaniser la colonisation, s'il est loin d'être inutile (c'est peut-être grâce à ces efforts qu'il n'y a pas de xénophobie en Tunisie et que l'Eglise n'est pas rejetée brutalement aujourd'hui) *n'arrive cependant pas à situer la Communauté chrétienne au niveau des événements qui se préparent*. Très peu d'hommes, très peu de chrétiens peuvent être des ponts solides entre les deux communautés.

La communauté chrétienne est loin d'être prête à regarder

(2) Proclamateurs (prosélytes) de l'Évangile.

en face le mouvement mondial de décolonisation et à affronter les événements qui marqueront l'accession de la Tunisie à l'indépendance. *C'est une communauté bloquée sur elle-même*, sur ses traditions, son bon droit, sa liturgie, ses problèmes, qui va subir la grande transformation des années 50 à 60.

Si peu de chrétiens font partie de la « Main rouge » (3) (qui le sait ?), si on n'approuve pas totalement la violence de la répression, on la comprend, on l'excuse et on ne proteste pas publiquement ; on se sent frères des membres de cette organisation : sinon dans les moyens, du moins dans les buts. « Nous avons tout créé ici, nous avons le droit d'y rester, nous sommes chez nous. Si nous partons, c'est le retour au désert, c'est aussi le retour à l'esclavage, et ce sera les petits Arabes qui paieront. Les Tunisiens ne savent pas se diriger eux-mêmes : il faut toujours un étranger pour les séparer, ils ne sont pas prêts à l'Indépendance ».

Bref, *l'Indépendance est un mal*. Le chrétien ne peut être pour le mal ; il doit lutter contre.

1954-1964. L'autonomie interne et l'Indépendance produisent un ébranlement qui apparaît bientôt comme une véritable mutation.

Pendant dix ans, il va falloir « éponger la secousse ». *Les vagues successives de départ*, liées tant à des décisions administratives du nouveau gouvernement tunisien (tunisification de l'administration) qu'aux répercussions locales de la guerre d'Algérie (Sakiet - Ramada) et au processus de décolonisation (Bizerte, reprise des terres) vont complètement modifier l'aspect extérieur de l'Eglise.

Ceux qui constituaient le noyau visible de l'Eglise, les « bons chrétiens » souvent perdus dans le bled, admirés pour leur courage et les efforts de tous ordres, ceux qui créaient et transformaient « en chrétiens », ceux qui se sentaient responsables des hommes et des idées, ceux-là partent souvent les premiers ; leur situation est de plus en plus incertaine, leurs responsabilités de plus en plus amenuisées, leur liberté d'action de moins en moins efficace. Il est clair qu'ils doivent s'en aller. Les enfants n'ont pas d'avenir dans un pays où un immense effort de scolarisation est entrepris par l'Etat. Après leurs études secondaires dans un lycée français, ils partent s'installer en Europe, la plupart du

(3) = O.A.S. pour la Tunisie.

temps en France, et font venir leurs vieux parents. La limitation du transfert d'argent vers l'étranger est le facteur le plus efficace qui retient pendant des années toute une masse de gens plus ou moins aisée qui sans cela serait très vite partie. Avec un regret certain ou avec une amertume profonde, parfois avec ces deux sentiments intimement mêlés, une grande partie de la communauté chrétienne s'en va progressivement.

Liés à leurs chrétiens, ou à la forme de ministère qu'ils ont toujours exercé, *des prêtres suivent les chrétiens dans leur émigration* : « Il n'y a rien à faire avec les Arabes », ou bien « on n'est pas préparé, on nous a toujours tenus à l'écart de la vraie communauté tunisienne ». Un grand nombre de motivations sont mises en avant. Chaque année quelques prêtres s'interrogent sur leur place en Tunisie et décident de se reconverter en Europe, quelques-uns même plus loin.

Parmi ceux qui restent, un nombre non négligeable « restent encore tant qu'il sera possible de rester comme prêtre », c'est-à-dire comme prêtre de paroisse relié à un îlot chrétien géographique délimité.

Ces « petits restes », cette « diaspora », constitués au départ de ceux qui ne veulent pas ou qui ne peuvent pas partir, va vivre pendant de longues années *refermée sur elle-même*, remâchant les déboires et les injures subies par le renversement de l'histoire et par la « méchanceté » des nouveaux citoyens, des nouveaux dirigeants. Les prêtres qui restent solidaires de ces petites gens avec lesquelles ils ont un passé commun, vont sentir comme une obligation impérieuse et prioritaire de *les consoler*, de les aider à vivre, à partir ou à subsister ici. Les églises et les presbytères sont les lieux où ce monde inquiet et blessé se retrouve chez soi, où l'on peut vider son cœur, où une simplicité fraternelle permet de ne pas se sentir complètement rejeté et sans valeur. *Toute l'Eglise est prioritairement attentive aux problèmes de ces « braves gens ».*

Et ceux qui, de quelque origine qu'ils soient, pensent alors que l'Eglise a aussi d'autres préoccupations, sont tenus à l'écart ; *ceux qui étaient dans les années difficiles, soucieux du pays réel*, ne sont guère plus écoutés qu'autrefois ; et les nouveaux venus, qui sentent les évolutions en cours et qui regardent délibérément vers l'avenir, vers le pays et l'Eglise de demain, paraissent « manquer à la charité chrétienne ».

Mais les événements vont imperturbablement de l'avant. En dix ans, ces îlots chrétiens changent de forme. Si la capitale

conserve une forte communauté ancienne, *une nouvelle population vient combler* certains vides et participer ou simplement assister à la vie des églises locales. Parachutées dans le cadre des multiples coopérations bilatérales, ces familles se sentent assez peu à l'aise dans ces communautés chrétiennes endolories. Le passé ne peut être leur système de référence. Autre culture, autres problèmes, autre enracinement, autres ambitions, autre façon de regarder le monde, de penser l'avenir, de réaliser leur vie. Etrangers se voulant étrangers ; concernés de quelque façon par le pays mais non pas engagés dans leur avenir économique, familial, politique ; se sachant et se voulant destinés à retrouver une place dans leur pays d'origine ; affectés par une tâche et pour un temps limités ; en butte à des difficultés, mais non pas blessés, dans leur existence profonde, ils acceptent, chacun à la dimension de sa générosité ou de ses capacités, la nouvelle situation, les nouvelles structures du pays, sans réticences fondamentales, sinon sans critiques !

D'abord minoritaires, ils représentent bientôt une fraction importante de la communauté chrétienne, spécialement dans le bled. Peu à peu, comme sans s'apercevoir du changement, *la communauté chrétienne s'ouvre à leurs problèmes*, devient sensible à leur problématique, même si elle ne l'admet pas immédiatement. Le cercle fermé de ses préoccupations s'ouvrent imperceptiblement, ne serait-ce que par l'affrontement que provoque la rencontre des différentes façons de sentir les choses, ou les intérêts différents. Des heurts éclatent, ou au contraire de vraies rencontres ; peu importe, il faut maintenant compter avec eux ; certains prennent même une place importante dans l'Eglise, surtout s'ils restent quelque 4 - 5 ou même 10 ans : « sans eux on ne peut rien faire ». Si bien que peu à peu la communauté chrétienne est obligée de sortir de sa ruminantion du passé. Elle est contrainte, en son sein même, *d'affronter un présent nouveau* et de tenir compte des facteurs nouveaux.

Le grand tournant de 1964

C'est dans ce contexte que « tombent » *les accords entre Tunis et le Vatican*.

En juillet 1964 coïncidant dans le temps avec la décision tunisienne de « reprendre toutes les terres encore entre les mains d'étrangers » (et donc les propriétés d'Eglise), ce *modus vivendi* concrétise *la volonté tunisienne de mettre un terme à la situation de l'Eglise-séquelle de l'époque coloniale* et l'acceptation par

les plus hautes instances de l'Eglise (avec crainte et sans enthousiasme) d'une diminution importante de la « visibilité » de la communauté chrétienne en Tunisie.

Celle-ci accueille ces accords aussi bien comme le dernier coup porté à ceux qui l'avaient édifiée à partir de presque rien pendant 80 ans — que comme une opération nécessaire pour son salut.

Ces accords remettent à la Tunisie tous les bâtiments et propriétés — sauf : quelques églises (dont la cathédrale de Tunis) et toutes les institutions scolaires. Ils reconnaissent à l'Eglise la qualité de personne morale ; à ce titre elle peut traiter des affaires administratives et financières. Le culte peut être pratiqué partout en Tunisie, sous réserve de signaler les lieux à l'autorité administrative. L'évêque est invité à communiquer aux autorités les déclarations officielles qu'il fait aux chrétiens.

Avec cela l'Eglise d'autrefois semble bien morte. Mais avec un été de réflexion et la nomination d'un nouvel évêque, une certaine analyse de la situation commence à être faite et à se diffuser. Il apparaît que *la Tunisie veut* la disparition de cette omniprésence de l'Eglise sur chaque place de village, dans chaque centre (même vide de communauté chrétienne). Il est clair aussi qu'elle veut s'assurer que le responsable de l'Eglise ne mène pas une action morale qui porterait atteinte aux intérêts de la Tunisie. Il apparaît encore que les institutions sont acceptées puisqu'elles ont encore un intérêt, soit pour quelques tunisiens, soit pour les enfants des coopérants dont on a besoin. Il apparaît enfin que, aux yeux du monde, la Tunisie ne veut pas se montrer sectaire : le christianisme doit être respecté pour de multiples raisons, même s'il est pénible de supporter la cathédrale dans l'avenue la plus importante de la capitale. Mais il apparaît aussi que la Tunisie réagit librement en Etat non chrétien et qu'à ce titre elle désire que l'Eglise se replie sur les centres ; elle ne saurait avoir de place que dans la mesure où elle est là pour les chrétiens, c'est-à-dire les étrangers.

Alors peu à peu, un souci commence à naître dans la communauté chrétienne : n'allons-nous pas tout droit, avec ces accords et avec la façon dont nous vivons ici, vers une Eglise d'ambassade, tout comme à Moscou, au Pakistan ou en Turquie ?

La Tunisie, c'est normal, désire que nous devenions cela, mais avec le statut actuel qui nous est donné, n'avons-nous pas à retrouver une nouvelle forme d'existence qui corresponde mieux à la fois à ce que doit être l'Eglise et à ce qu'est la Tunisie ?

Ces questions, formulées de façon très diverse suivant les personnes, s'approfondissent au fil des mois. Des chrétiens, religieuses, laïcs ou prêtres, par petits groupes plus ou moins informels, le conseil des prêtres et les décanales se mettent en route ou continuent une réflexion déjà amorcée depuis quelques années de façon épisodique et qui n'avait pu avoir prise sur l'ensemble de la communauté.

Certains sont toujours là pour regretter le passé, d'autres pour se fixer sur les problèmes personnels des nouveaux venus ; mais un *mouvement se dessine et prend corps*, qui commence à situer les débats, les réflexions et la « praxis » de l'Eglise à un niveau tout différent de celui d'autrefois. *Ce qui commence à préoccuper la communauté chrétienne de Tunisie*, c'est sa situation d'étrangère et pourtant la conscience qu'elle a d'être « catholique » : c'est d'accueillir chaque année de gros salaires et d'être aussi l'Eglise des pauvres ; c'est de n'intéresser que les chrétiens pratiquants et pourtant d'être faite pour tous ; c'est d'être cellule de l'Eglise universelle et d'en suivre les normes, mais pourtant d'avoir une manière particulière d'envisager les problèmes et d'exprimer sa foi ; c'est de tenir compte des chrétiens, mais d'être unie à tous les hommes du pays. Son centre c'est Jésus-Christ, mais *Jésus-Christ aujourd'hui en Tunisie*.

Lentement, laborieusement, avec des tensions, des affrontements, des découragements, des blessures, la communauté chrétienne a, depuis 1964, amorcé un tournant. Il semble bien que, s'il risque fort d'y avoir encore de sérieux freinages, *une sorte de mouvement irréversible se soit déclenché*. Le nombre de pratiquants diminue, mais des laïcs, des religieuses et des prêtres commencent à répondre aux sollicitations, aux questions qui leur parviennent, à prendre des initiatives, à ne plus administrer ou consommer, mais à vivre l'Eglise en Tunisie. Des groupements anciens meurent ou s'amenuisent, d'autres plus spontanés se constituent, extrêmement variés quant à leurs préoccupations et à leur composition. Des gens parlent, des habitudes et des tabous bien ancrés sont remis en question.

Comme un écho (bien faible) aux accords de 64, *la session de juillet 1968* engage collectivement la Communauté chrétienne, et plus spécialement ceux qui sont nés ici ou qui, arrivés depuis un certain nombre d'années, se sont attachés à la Tunisie par des liens personnels, par une sympathie active, comme à leur seconde patrie. *La page de l'Eglise du protectorat est définitivement tournée*, même si les actes collectifs de la communauté et la

manière de concevoir les choses sont encore massivement enracinés dans la culture française. Les groupes de chrétiens venant de pays non francophones ont encore beaucoup de peine à être intégrés, mais la réalité tunisienne s'infiltré dans les discussions, les schèmes de pensée et les décisions. La communauté apprend à écouter ce qui se dit dans le pays, à s'interroger sur les difficultés, à réfléchir sur les choix et les options. Et l'on apprend aussi, encore bien timidement peut-être, à réfléchir à sa Foi, à la signification de l'Eglise, à la situation du sacerdoce ministériel, en fonction de ce contexte nouveau dans lequel l'Eglise se trouve placée.

Plongés dans ce mouvement, certains ne peuvent ou ne veulent y adhérer ; se sentant mal à l'aise, ils se retirent dans leur coquille ou trouvent dans un départ définitif une véritable libération. D'autres, sentant le train enfin en route, voudraient augmenter la vitesse et souffrent jusqu'au plus profond d'eux-mêmes des lenteurs ; d'autres, qui ont commencé d'« avancer », voudraient aller plus doucement pour permettre à un plus grand nombre de faire le pas qu'ils ont fait.

La Communauté chrétienne ne présente donc pas le visage d'un groupement unanime et synchronisé, mais celui *d'une multitude qui retrouve péniblement goût à la vie* après une période d'apathie, d'asthénie. Fragile convalescence, difficile cohésion des mouvements, mais nouveau regard porté sur les choses, les événements, les êtres ; début de redécouverte d'une nouvelle manière d'être, de vivre sa vocation chrétienne. La communauté chrétienne de Tunisie s'est remise en route et ce redépart semble la resituer à la fois dans un pays vivant et dans une Foi plus vivante.

Un an depuis la session de juillet. Un conseil pastoral a démarré, mais surtout une proportion importante de lettres ont été adressées à ses commissions de travail, tant sur le rôle des écoles et leur fonctionnement en Tunisie que sur la liturgie dans notre pays non chrétien ou sur les formes d'existence des prêtres dans un pays non occidental, sur la foi vécue ici, etc. *Il devient clair que l'Eglise ne peut plus s'extraire du contexte dans lequel elle vit*, même si un certain nombre de gens, dont personne ne saurait évaluer le nombre, continuent en pratique à la mettre à part et à la « faire comme » en France, en Italie, ou en Amérique du Nord. Les textes du Concile, travaillés deux années de suite, ont permis à plusieurs de s'engager avec moins d'appréhension dans cette évolution. En 15 ans l'Eglise a appris

à se questionner sur ses certitudes, à regarder les autres et à chercher le moyen de se transformer. Un lent travail entrepris par quelques individus, il y a des années, a été pris en charge par les événements et la communauté.

Quelques interrogations

Cette situation peut paraître, à première vue, réconfortante ; elle laisse transparaître pourtant *un fond de tableau bien préoccupant*.

L'analyse de l'évolution tunisienne nous a montré combien le pays tend à se structurer grâce à une administration, une scolarisation et une vie politique proprement tunisiennes. Si des anciens encore en nombre dans la capitale, continuent ou finissent leur vie ici, leurs enfants partent tous, aussitôt leurs études secondaires ou techniques terminées. Toutes les places sont naturellement données aux jeunes tunisiens si nombreux à arriver chaque année sur le marché du travail. D'autre part on pressent le jour où la coopération culturelle ou technique ne sera plus le fait que de quelques spécialistes hautement qualifiés, comme c'est le cas pour tous les pays du monde.

L'université et l'école des ingénieurs de l'Etat vont former progressivement tous les cadres. La communauté européenne, et en conséquence la communauté chrétienne, vont fondre de plus en plus pour ne subsister que sous forme de gens de passage.

Déjà les coopérants ont de moins en moins de responsabilités directes dans leur travail, et sont amenés, par la force des choses, à vivre, beaucoup plus qu'autrefois, entre eux. Ceci d'abord parce que leur présence est de plus en plus limitée dans le temps (jeunes faisant leur service militaire : c'est moins cher pour la Tunisie) et parce que les cadres tunisiens ont de moins en moins besoin d'eux, soit pour penser les problèmes professionnels, soit pour satisfaire aux exigences d'une culture moderne. Ils ont créé leur milieu d'ingénieurs, de cadres, de professeurs, qui leur procure les relations sociales dont ils ont besoin.

Diminution progressive des anciens, diminution du nombre des coopérants, de leur temps de séjour ici, de la densité de leur présence. Tout concourt à progressivement situer les chrétiens dans la catégorie des touristes (de fait ou de mentalité) ou dans celle des ressortissants étrangers rattachés essentiellement à une ambassade. La Tunisie indépendante désire que cela se passe ainsi, on ne saurait le lui reprocher.

Alors que les chrétiens commencent à penser leur existence en fonction de leur vie en Tunisie, dans le même temps l'histoire les place dans une situation qui les retire de plus en plus de la réalité. Sans aucune pression et sans mauvaise volonté de sa part, *la communauté chrétienne se voit objectivement repoussée par la simple logique de la décolonisation* dans une étrangeté qui pèse aux meilleurs, mais dont la plupart se satisfont. La Tunisie est un pays agréable : son soleil, sa mer, son exotisme, ses ruines romaines, la gentillesse de ses habitants, leur accueil, leur manque de sectarisme, la facilité de trouver du personnel de maison peu cher, les salaires substantiels que la coopération procure... En face de tels avantages, peu nombreux sont ceux qui se laissent prendre par le souci de l'avenir de cette église qu'ils n'utilisent que pour très peu de temps, qui les concerne bien peu. On s'engage de moins en moins dans son aventure.

Le noyau qui se soucie de l'Eglise, qui lui donne son visage, *ce sont des célibataires de 45 à 50 ans d'âge moyen*. Des prêtres (pas tous les prêtres, certains vivant dans le petit monde qu'ils se sont créé, soit en milieu chrétien, soit en milieu tunisien), des religieuses qui ont repris langue avec le monde, des femmes célibataires qui restent ici plus longtemps ; pratiquement pas de gens de mariages mixtes (4).

A ceux-là viennent se joindre pour quelques mois de rares foyers, auparavant préoccupés par l'Eglise de leur pays d'origine : pas de jeunes, mais surtout pas de membres des classes laborieuses : les coopérants sont au moins licenciés, sauf quelques rares cas. L'Eglise en Tunisie, dans ses éléments dynamiques, se présente donc comme une communauté vieillissante ou de passage, sans enracinement populaire, et qui ne peut faire souche.

Tout cela paraît absolument irréversible, conséquence logique de la décolonisation.

Et l'on sait bien que dans quelques années, si l'on continue dans ce sens, il risque fort de ne plus y avoir grand'chose qui puisse témoigner de la vigueur de l'Eglise en Tunisie. Les célibataires auront vieilli, les cadres tunisiens auront remplacé les coopérants. Certains en viennent alors à se demander finalement : tous les efforts entrepris depuis quelques années ne se-

(4) Un pratiquant sur 15 est prêtre ou religieux.
Un pratiquant sur 18 est religieuse.

raient-ils qu'un voile dont on se couvre le visage pour ne pas regarder en face l'implacable destinée de l'Eglise de Tunisie ? Et l'on est bien tenté de considérer les conditionnements socio-politiques comme infiniment plus déterminants que la Foi et la Charité des chrétiens au niveau même de la vie de l'Eglise.

Sans pression extérieure, avec une vitalité intérieure réelle, l'Eglise de Tunisie s'éteint tout doucement, famille stérile dans un monde en pleine transformation.

L'histoire et les événements répondront-ils inexorablement à ces questions ?

Pour ceux que la vie conduit à devenir solidaires de ce pays, de son avenir, de son évolution, de ses espérances, de ses habitants... ils ne peuvent pas ne pas s'interroger, au long de leur existence quotidienne sur l'in vraisemblable aventure dans laquelle ils sont engagés.

Ils ont misé leur vie sur Jésus. Mais Il ne peut être la bonne nouvelle puisque depuis plus de 2 000 ans Il a été confisqué par le monde et l'Eglise d'Occident, et depuis 1 300 ans Il a été réinvesti dans l'Islam au rang des autres hommes religieux. Tout a été dit de Lui, tout le monde « sait » qui Il est : Il fait partie des personnages de l'histoire connue.

Ils ont misé leur vie dans l'Eglise ; mais elle semble ne pas avoir d'autres possibilités que celles qu'elle s'est donnée de l'autre côté des mers : récupérée par les latins et les anglo-saxons, les tunisiens la leur concèdent sans jamais la revendiquer : « ils peuvent l'emporter avec eux ».

Jésus, Eglise et Tunisie... dès que l'on associe dans une unique compréhension et un seul amour ces trois réalités vivantes, on semble s'exclure de l'histoire, du déroulement logique des événements.

Vitalité certaine de l'Eglise en Tunisie, mais destinée apparemment inexorable. Quel avenir a l'Eglise en Tunisie, de quelle espérance concrète peut-elle vivre ? Quelles perspectives peut-elle mettre en œuvre ? C'est ce qui nous reste à formuler. Car rien ne peut déraciner l'Espérance qui est en nous et qui a pour nom Jésus. Et nous savons qu'en Lui toute situation a une solution, mais c'est à nous de la trouver : nous prouverons ainsi notre fidélité. Il est bien clair que ça ne peut être facile ; quelle dose de courage dans l'invention et de fermeté dans la Foi ne nous faudra-t-il pas ?

Eglise, prêtre et politique

Un type de réflexion en cours d'année sacerdotale 1969-1970

L'année sacerdotale 1969-1970 approche de sa fin.

Le meilleur moyen d'en donner un aperçu a semblé de présenter une partie du travail fait sur un des thèmes retenus par les participants, lors de la composition du programme, en début d'exercice.

Il s'agit d'un des thèmes.

C'est important de le souligner. En effet, cette réflexion qui se situe à mi-parcours de l'année, a bénéficié de la confrontation faite sur d'autres thèmes, et qui n'ont donc pas à être explicités ici : par exemple le prêtre et sa mission, le laïc, le laïcat et les relations sacerdoce-laïcat, le partage de vie, spécialement par le travail professionnel... Dans la suite devaient venir les réflexions communes sur le projet pastoral (hiérarchie des tâches, mission et paroisse), sur la signification de la foi et sur son langage, sur l'autorité dans l'Eglise...

Il s'agit d'une partie du travail.

Arrivant au bout de la réflexion sur le partage de vie, ce travail s'est déroulé de la façon suivante.

- Il a paru bon, avant tout questionnaire et tout échange, de procéder à une clarification préalable du vocabulaire et des idées. Un papier intitulé « de quoi parlons-nous » a été présenté, qui tentait de préciser des données de base : qu'est-ce que le politique, social et politique, civique et politique, le politique et la politique, autorité, loi et politique, spirituel et temporel. C'était une sorte de première introduction.

- Il y en eut une seconde. Ici encore il s'agissait de clarifier quelque peu, sans aller jusqu'au fond (la confrontation ne supplée pas les

cours spécialisés), la question du rapport de la morale et du politique, ou, si l'on veut la question de l'éthique politique. Nous n'avons qu'effleuré un sujet si difficile, mais mieux valait en dire quelques éléments essentiels, que de rester dans la brume, étant donné que c'est au nom de la charité et de la justice que l'Eglise, les prêtres, les chrétiens, s'interrogent, interviennent et s'expriment dans les affaires politiques.

A ce moment nous avons bénéficié du témoignage d'un laïc, M. René PUCHEU, et d'un échange avec lui, sur les caractéristiques de la réalité politique, la relation de l'Eglise au politique et du chrétien avec la politique. Ce ne fut pas sans remise en cause de quelques schémas préexistants. De plus la moitié des participants de l'année sacerdotale avaient suivi une session de type initiation socio-économique organisée à Clamart.

● *C'est alors qu'intervint la confrontation proprement dite, partant de l'expérience vécue par les équipes.*

Les participants ont été invités à choisir quelques situations, ou événements, qui ont fait problème, en disant le pourquoi et le comment de la réaction de leur équipe, la manière dont celle-ci a réfléchi, les questions qui sont posées, les critiques suscitées.

La réflexion se fait ensuite en plusieurs temps. Un temps de travail personnel, autant que possible quelques notes écrites. Puis, le plus important, la confrontation en petits groupes de 5 ou 6 (les mêmes toute l'année), où on ne doit pas se contenter de juxtaposer les expériences, mais où on doit les comparer, analyser, critiquer, en faisant émerger les raisons profondes et les questions sous-jacentes. Ce travail en petit groupe aboutit à un compte rendu synthétique. Et des comptes rendus de groupe on extrait les points essentiels pour une relance de la recherche en grand groupe. L'expérience montre que le travail en grand groupe vaut bien souvent ce qu'a valu le travail en petit groupe. Celui-ci dure ce que le petit groupe juge utile : en général il faut plusieurs séances.

Un exposé intervient souvent alors : il essaie de ressaisir les articulations essentielles et de les organiser, il propose des réponses aux questions les plus insistantes, ou des voies pour sortir d'éventuelles impasses. Et en principe cet exposé est lui-même discuté, au moins par le grand groupe. Souvent il aurait fallu qu'il le soit d'abord en petit groupe.

Cette méthode est dispendieuse. La réflexion sur le politique a pris deux fois quatre jours, sans compter la session de Clamart, suivie par une partie d'entre nous. Mais le bénéfice est plus grand que celui d'une série de conférences écoutées. Elle nous achemine, modestement, vers l'invention concertée des réponses de la foi et de l'Eglise aux questions que leur pose notre temps.

L'exposé qui suit, sous le titre « Eglise, prêtre et politique », n'est donc qu'un moment de notre travail. Il avait lui-même été précédé par les exposés introductifs sur le vocabulaire et les notions, ainsi que sur la morale en politique. Il suppose d'autres réflexions sur des sujets annexes. Il n'est pas parfait : il a suscité des critiques dans le groupe, et ouvert des questions qu'il a fallu traiter de plus près ultérieurement, telle que celle d'une morale sociale chrétienne. Bref il a laissé sur la faim. Mais c'est ainsi qu'on avance, par progressions successives. Peut-être rendra-t-il service, tel quel, à ceux qui le liront ?

Eglise, prêtre et politique

Poser le problème en termes de « prêtre et politique » c'est le poser de façon étroite, et ouvrir la voie au cléricisme. On présuppose une sorte de sacerdoce en soi, au lieu de situer le prêtre en ce qui lui donne sens et réalité, l'Eglise corps de Jésus-Christ. Si on se borne à vouloir ajuster tel cas politique et le sacerdoce de tel prêtre, on s'engage dans une impasse.

Essayons donc de placer le problème à son vrai niveau, celui du rapport entre l'Eglise, responsable de la foi, et le politique.

L'Eglise, à son tour, ne peut être considérée

comme une société en soi, subsistant et se définissant par elle-même. Elle est le sacrement de Jésus-Christ.

Il faut donc remonter jusqu'à Jésus-Christ, son esprit et ses intentions, tels qu'on peut les découvrir à travers les relations qu'il n'a cessé d'avoir avec le politique d'un bout à l'autre de son existence terrestre.

Il y aura donc trois volets à notre réflexion :

- I. — Jésus-Christ et le Politique.
- II. — Eglise et Politique.
- III. — Prêtre et Politique.

Jésus-Christ et le politique

L'Ancien Testament est rempli de politique. A travers ce politique, Dieu s'exprime, mais la Bible n'est pas un livre politique.

Dans le Nouveau Testament, Jésus, homme véritable, se trouve nécessairement impliqué dans une situation politique. Sa naissance est cadrée par les Evangiles dans un contexte politique ; tout au long de sa vie, on retrouve des affaires politiques ; et il est condamné à mort sous un prétexte politique.

Un certain contexte

Le peuple Juif est une ethnie religio-politique, dont la religion fait l'unité. Ce peuple aspire, non seulement à être libéré des Romains, mais à faire l'unité du monde autour d'une religion. C'est là le rêve messianique.

Mais chez les Juifs eux-mêmes, il y a plusieurs tendances :

— Hérodiens et Sadducéens, très liés au pouvoir romain. — Pharisiens, relativement libéraux, — Zélotes, ardemment nationalistes. — Esséniens, religieux très opposés à la caste sadducéenne.

Un certain nombre de flashes

La Tentation (Mt. 4/1-11 ; Lc. 4/1-13).

Il s'agit de 3 tentations messianiques, et non d'abord de leçons de morale.

Jésus est confronté à ce qui, en lui et autour de lui, tend à faire échec à sa mission. On peut penser ce que l'on veut de l'historicité littéraire des trois tentations : c'est une dimension de toute la vie de Jésus qui est dessinée dans ce récit.

Le PAIN (cf. la manne). Jésus ne veut pas être défini comme celui qui ravitaille d'une nour-

riture matérielle (Cf. Jn 6 : la multiplication des pains, le pain de vie, le refus de la royauté).

Le TEMPLE. Jésus ne vient pas capter les foules en violant les consciences. Les Juifs veulent des signes merveilleux : il n'en sera pas donné d'autre que celui de Jonas, c'est-à-dire celui de la résurrection, de la réédification du Temple véritable après trois jours (Mt. 12/39 — 16/4 ; Jn. 2/19-21).

La PUISSANCE. Tentation messianique la plus importante. Jésus doit choisir entre le pouvoir politique et le rôle de Messie souffrant Cf. Pierre en Mt. 16/25, ou dans l'épisode de Malchus).

Jésus ne veut pas employer les moyens des Zélotes, pour l'événement du Royaume. Son rôle est d'être serviteur. De même Pierre et les Apôtres (Jn. 13/1-13). La tentation de l'oublier sera constante pour l'Eglise.

Dieu et César (Mt. 22/15-22) : Cf. O. CULLMANN. **Dieu et César**, Delachaux, 1956.

Ce qui est au premier plan, ce n'est pas le problème de l'occupant, mais celui de la fidélité à Yahwé. Or, pour beaucoup, c'est trahir Yahwé que de payer l'impôt : d'où le risque d'identification de la fidélité religieuse avec la rébellion violente et la conquête de la liberté politique. Notre problématique actuelle est sensiblement différente.

La célèbre formule « Rendez à César... » est premièrement une esquive verbale très habile du piège tendu par les adversaires. Mais elle exprime surtout une pensée de fond.

Les uns interprètent ainsi : l'argent, le pouvoir, c'est le lieu du péché. Vous-mêmes vous pactisez avec, puisque vous utilisez la monnaie impériale. Je ne vous le reproche pas. Mais cessez de me chercher querelle. Et surtout n'oubliez pas la primauté de Dieu.

Une autre interprétation semble meilleure : Vous-mêmes vous payez l'impôt à celui qui est représenté sur la monnaie. Il faut le faire, car un pouvoir terrestre est nécessaire. Mais ce qui compte avant tout c'est le service de Dieu. On se trouve devant une réaction du même type que dans Mt 6/33 : « Cherchez d'abord le Royaume de Dieu... ».

Ainsi Jésus opère une déconnection entre fidélité à Dieu et poursuite d'un projet politique théocratique. Il refuse la guerre sainte. Il refuse en même temps d'identifier le devoir envers le pouvoir politique, et le devoir envers Dieu : Dieu est plus grand que César. Ce qui ne veut pas dire que le service de Dieu ne pourra pas requérir la fidélité au devoir civique : mais il n'y a pas d'identification, ni sacralisation.

Jésus devant Pilate (Jn. 18/36 sq.)

Nous sommes en plein procès politique : « Est-tu le roi des Juifs ? » demande le procureur. Le motif politique est réel chez les dirigeants juifs (Jn. 11/49). Mais il voile des motifs religieux essentiels. Les Juifs craignent le renversement de l'ordre ancien fondé sur le Temple (Mt. 26/61, 27/40, 27/51). Ceux qui ne veulent pas du projet religieux de Jésus veulent le faire condamner pour des motifs politiques.

Jésus tient à se dédouaner de l'accusation.

« Ma royauté n'est pas de ce monde », c'est-à-dire de type mondain. Il ne dit pas qu'elle n'a pas d'incidence pratique dans la vie du monde (cf. « du monde » et « dans le monde » en Jn. 17/14-18). Il veut dire qu'elle n'est pas une royauté de police et de contrainte (« mes gens auraient combattu », cf. Malchus et les légions d'anges), et qu'elle a un autre objet que le pouvoir politique : « Je suis venu rendre témoignage à la Vérité ». La vérité de l'homme c'est adhérer à Celui qui est la Voie, la Vérité et la Vie.

Mais Jésus a bien soin ici encore de situer César par rapport à Dieu : il rappelle au juge romain que ce n'est pas sans une disposition de Celui qui conduit les événements qu'il exerce son pouvoir. Qu'il n'en use donc pas de façon mauvaise.

Par réalisme politique, le pouvoir (qui reconnaît que Jésus n'est pas un zélote) le condamne comme zélote, avec deux hommes qui sont sans doute des zélotes, et de préférence au zélote Barabbas. Mais saint Jean (Jn 19/11), comme saint Marc, est plus sévère pour ceux qui ont cédé à la passion religieuse que pour l'opportunisme politique des Romains.

Conclusions

Toujours resituer un événement ou une parole de l'Evangile dans son contexte historique. Nous ne sommes plus aujourd'hui dans un contexte de messianisme théocratique, ni même exactement dans celui de la chrétienté qui s'est maintenu

Eglise et politique

Aux origines

Deux attitudes apparaissent, l'une dans les épîtres, l'autre dans l'Apocalypse, dont la différence s'explique par la différence des contextes historiques.

L'Eglise et le pouvoir civil.

L'Eglise préfère avoir de bons rapports avec les magistrats civils.

D'une part elle désire vivre en paix : aussi prie-t-on pour l'empereur (sans doute Néron) dès cette époque, comme on ne cessera de le faire ensuite dans la prière universelle. Paul (1 Tim.

2/1) jusqu'au début de ce siècle. Nous ne pouvons transposer concordistement, c'est-à-dire sans interprétation, ce que Jésus a dit, a fait ou a évité.

Jésus affirme la priorité de Dieu, du Royaume de Dieu, de sa mission par rapport à la Vérité. Il décline la compétence, l'esprit et les moyens de César ou aussi bien d'un roi juif, pour la réalisation du Royaume de Dieu : très particulièrement il refuse la puissance et la violence. Y a-t-il place pour la violence dans les relations politiques : c'est un autre problème, qui n'est pas directement touché ici.

Jésus a reconnu le devoir politique, et la légitimité d'un pouvoir, en prenant bien soin de le désacraliser, c'est-à-dire en affirmant la primauté du service de Dieu.

C'est pour sa fidélité à cette primauté du service de Dieu qu'il a été condamné comme agitateur politique, alors qu'il a constamment refusé de se définir comme un homme politique.

persécuté par ses compatriotes, a recours aux lois et à l'autorité de l'empire pour obtenir justice : Act. 16/36-39, 22/26-29, 24 à 26. Inutile de dire que jamais les Apôtres n'ont demandé de privilèges, ni d'appuis politiques.

Mais il s'agissait surtout alors du sérieux de la vie chrétienne. Bien des fidèles étaient tentés de surnaturalisme : citoyens du Royaume, ils attendaient le retour du Christ : donc plus la peine de travailler, ni de payer l'impôt. C'est dans cette perspective qu'il faut interpréter Rom. 13/1-7 et 1 P. 2/13-20. Les Apôtres réagissent contre une attitude d'évasion, et refusent de couper la foi des devoirs humains : « Ayez, parmi les païens, une belle conduite, afin que, sur le point

même où ils vous calomnient comme malfaiteurs, la vue de vos exemples les amène à glorifier Dieu, au jour de sa visite ». On voit que la fuite des responsabilités civiles ne date pas d'hier.

Seulement il se trouve que les comportements pratiques recommandés à ces chrétiens, pour les dédouaner de l'accusation de déloyauté civile, font sursauter nos modernes militants. Ici encore distinguons la lettre et l'esprit. Un pouvoir démocratique au sens actuel ne se concevait pas en ce temps-là. On était dans une période stable, où l'esclavage apparaissait une nécessité historique, où le pouvoir impérial était absolu, où la démocratie n'était pas un point de repère de la conscience politique. Cet ordre n'est pas directement remis en question : on le voit par exemple dans l'épître à Philémon. Mais le principe des Apôtres, c'est qu'on ne peut fuir les devoirs du temps présent sous prétexte d'éternité. Ce principe doit être réinterpréter dans le contexte historique de notre société. Il pourra engendrer des conclusions différentes de celles du 1^{er} siècle, telles que : contestez l'injustice légale, militez dans les syndicats ou les partis...

D'autre part lorsque Paul écrit que tout pouvoir vient de Dieu, non sans concordance avec Jésus-Christ devant Pilate, que veut-il dire ? Il ne resacralise pas César ; il ne demande pas une obéissance inconditionnelle. Mais il demande qu'on reconnaisse le rôle nécessaire d'une autorité dans la société. Dieu est à la source de tout : puisqu'une autorité civile est nécessaire « pour le bien, pour faire justice et pour châtier qui fait le mal », c'est respecter Dieu que de la respecter (étant supposé évidemment qu'elle joue de fait le vrai rôle qui lui revient).

Que l'Eglise primitive n'ait pas professé une inféodation aux pouvoirs civils, d'autres réactions vont maintenant le montrer.

L'Eglise et les « puissances ».

Les puissances (éxousia) c'est tout ce qui fait pression sur l'homme, le subjugue et le dégrade. Il s'agit en bonne partie des puissances politiques (cf. CULLMANN, op. cit. pp. 77-120). Dès le début des persécutions, la liberté chrétienne avait dû s'affirmer : « Mieux vaut obéir à Dieu qu'aux hommes » (Act. 4/19-20, 5/29). Il s'agissait alors des autorités politico-religieuses juives.

Autrement écrasante fut la persécution de l'empire romain, au sujet de laquelle l'auteur de l'Apocalypse essaie de ranimer l'espérance des chrétiens : Apoc. 13. Ce texte, à lire dans la continuité avec le ch. 12, dépend de Daniel 7 qui inspire tout le courant apocalyptique, et qui déjà polémique contre la persécution étatique. Le thème du ch. 13 se retrouve aux chapitres 17-18.

La bête, c'est Rome (les 7 collines), les diadèmes, dix royautes vassales. Le dragon signifie leur caractère diabolique. L'Apocalypse dénonce l'idolâtrie du pouvoir, l'oppression des consciences, l'usurpation de la souveraineté divine : concrètement il s'agissait du culte de l'empereur et de la persécution des chrétiens, occasionnant beaucoup de défections. Quant à la deuxième bête, ce sont les complicités intérieures à l'Eglise, c'est-à-dire les hérésies syncrétistes.

L'auteur dévoile le sens de ce qui se passe. L'enfant mâle, c'est le Seigneur. Mais il ne s'agit pas d'une seigneurie terrestre. Le règne est donné d'en haut, et il sera manifeste à la fin des temps. En attendant, l'histoire (les 42 mois) se déroule sur un double registre : celui, visible et éprouvant (les douleurs de la femme) des événements, celui invisible et ouvert sur l'avenir, des promesses que Dieu réalise en ceux qui demeurent fermes dans la foi et l'espérance. Quant aux puissances politiques, elles ne dureront pas.

Il y a concordance entre l'attitude de Jésus, telle que nous l'avons rapidement entrevue dans les évangiles, et l'attitude des premiers chrétiens vis-à-vis du politique.

A travers l'histoire de l'Eglise

On retrouve deux problèmes, déjà indiqués dans le Nouveau Testament, et qu'il faut bien distinguer, pour ne pas transposer précipitamment sur une problématique les éléments de solution qui ont pu valoir, dans un autre contexte, pour une autre problématique.

1) L'Eglise et la Politique au service de ses intérêts confessionnels.

On pourrait dire aussi bien : Politique religieuse de l'Eglise.

L'Eglise est sur terre. Elle a donc de fait des relations avec les pouvoirs profanes. Imaginer qu'elle ne doit pas en avoir, c'est rêver.

Que l'Eglise soit persécutée par eux, ou protégée par eux, elle ne peut pas les ignorer, ni en être ignorée. Elle doit donc chercher un aménagement le moins mauvais possible des relations.

a) Tentation de l'Eglise : le maximum.

C'est ce qui s'est passé à partir de Constantin : elle a joué des influences politiques pour faire aboutir sa mission en amenant les pouvoirs à se mettre à son service, ou même en les captant.

On a fait des théories là-dessus (aussi bien au Moyen Age que plus tard dans les Missions). L'Eglise a exercé un pouvoir politique direct (les Etats pontificaux), plutôt mal que bien, au XIX^e siècle spécialement. Elle s'est fourvoyée dans la défense de ce pouvoir anachronique et spirituellement équivoque, au lieu de déchiffrer les « signes du temps ». Elle a tenté, depuis le Moyen Age, d'exercer un pouvoir politique indirect en

jouant la suzeraineté du pape sur « les princes ».

C'est très difficile d'échapper aujourd'hui encore à cette tentation, surtout quand il s'agit de questions financières, même si les collusions sont plus subtiles et moins apparentes (cf. Pigozzi, Président-Directeur de Simca, au Comité des « Chantiers du Cardinal »).

Si, pour remplir la Mission, on cherche des moyens riches, on doit chercher l'appui des pouvoirs.

Et la priorité donnée à l'acquisition de ces moyens riches retarde la réalisation du but. On fuit le vrai problème, celui difficile de l'Evangile à dire et à vivre, en cherchant à accumuler le plus possible de moyens supposés favorables, voire nécessaires pour y arriver.

Le peuple est très marqué par le souvenir atavique de cette pression cléricale, faite de l'alliance ambiguë entre l'Eglise et les « Puissances séculières ».

b) Tentation des Pouvoirs.

Les Pouvoirs, d'instinct, ont voulu rendre le maximum de services à l'Eglise, car c'est le meilleur moyen de se servir d'elle, sinon de l'asservir. Même des pouvoirs athées (Hitler et le Concordat) lui ont consenti des appuis matériels. Mais des chaînes d'or sont toujours des chaînes.

Par des concordats, l'Eglise ne peut pas ne pas apparaître comme liée à l'Etat.

Le problème de l'Ecole libre en France est indissociable de celui du lien de l'Eglise avec la Droite (cf. le M.R.P. en 1950).

En accordant à l'Eglise des bénéfices financiers, l'Etat escompte que l'Eglise à son tour lui rendra des services en l'appuyant. L'Eglise alors ne peut pas avoir d'audience dans l'opposition; d'où un handicap pour l'Évangélisation.

c) Le frein et l'accélérateur.

Il faut bien distinguer la problématique qui précède de celle qui va suivre. La vague d'anti-

cléricalisme provoquée par la compromission de l'Eglise avec le pouvoir établi, au cours du XIX^e siècle, a suscité une critique chrétienne de cette attitude de l'Eglise.

Et ce fut la « Primauté du Spirituel » (J. Maritain (Plon).

Le grand tournant fut la condamnation de l'Action Française (qui disait : « politique d'abord » !) par Pie XI, et la naissance de l'Action Catholique. Vatican II prend des distances à l'égard des privilèges ecclésiastiques (G.S. 76, § 5).

Mais si l'affirmation de cette thèse de la « primauté du spirituel » fut historiquement très bonne, elle présente cependant une ambiguïté, car la crainte des inféodations conduit à la tentation du spirituel pur.

Donc aujourd'hui un frein réel est mis à l'inféodation de l'Eglise aux puissants, même s'il en reste pas mal de traces, peu conscientes ou plus camouflées.

Mais nous assistons en même temps à une accélération, en sens apparemment inverse.

Un rapport nouveau différent au Politique doit aujourd'hui se définir dans l'Eglise à partir d'une situation historique différente.

2) L'Eglise et la Politique au service de la société civile.

Ceux qui reprochent à l'Eglise d'avoir trop fait de politique, dans le sens que nous venons d'étudier (au service de ses intérêts confessionnels) sont souvent ceux qui lui reprochent de ne pas en avoir assez fait, dans le deuxième sens que nous allons étudier maintenant, celui de la participation aux efforts pour la libération des hommes.

Aujourd'hui l'Eglise doit se définir par rapport au service du bien de la société civile (sans oublier que le service risque rapidement d'engendrer une puissance).

a) Ne pas transposer tels quels les repères valables seulement pour le premier sens des rapports Eglise et politique.

On dit, par exemple, avec simplisme, comme si on était encore ici dans la problématique des pouvoirs affrontés qui était celle des temps de chrétienté : cet « engagement » c'est du « temporel » ; or la mission de l'Eglise est spirituelle ; donc cet engagement, pour un responsable d'Eglise, serait un abus clérical.

On oublie ainsi la nécessaire présence de l'Eglise au monde, sa solidarité avec les hommes, telle que Vatican II en particulier la rappelle : G.S., n° 32, 33, 41 à 44 ; Déclaration de Pie XII au Consistoire de 1946 (citée dans le n° 1 de la Lettre aux Communautés, janv. fév. 67, p. 10).

L'Eglise ne se définit pas par une absence a priori des questions, des efforts et des luttes humaines. Elle y a participé de mille façons au cours de l'histoire. Elle est dans le monde. Elle doit assumer cette présence, en jouant le rôle de service qui est le sien, et en acceptant en plus le service que lui rend le monde, puisque l'Evangile éternel ne peut être compris et vécu que s'il prend sens et racine dans la vie sociale et le développement de la communauté humaine (G.S. 44 § 3).

b) Respecter les compétences

Il ne s'agit pas de compenser par des engagements mal ajustés à gauche les abus commis sur la droite. Il s'agit d'être fidèle, de façon désintéressée, à la mission de l'Eglise, et donc de discerner, dans une situation donnée, comment l'Eglise signifiera au mieux sa vraie compétence, et le vrai service qu'elle doit rendre .

— L'Eglise a compétence (G.S. n° 76, § 2, 3, 5, 6) pour :

- Annoncer Jésus-Christ aux hommes, au cœur de leur existence.

- Leur proposer les moyens de salut que Jésus-Christ lui confie.
- Rassembler les chrétiens au nom et au plan de la foi.
- Collaborer au bien de la société : ceci n'est pas étranger à ce qui précède, car l'homme n'est pas intemporel ni désincarné (G.S. 42).

— Mais l'Eglise n'a pas de compétence *spéciale* sur le politique.

Elle ne l'a pas au plan du *savoir* (à la manière dont on dit que tel savant est compétent en chimie, tel médecin en cardiologie).

Le cléricisme accordait à l'Eglise, spécialement aux ministres, une compétence sur tout. Aujourd'hui la tendance est à dire qu'elle n'a aucune compétence. La vérité est que les membres de l'Eglise n'ont pas, à ce titre, connaissance spéciale dans les disciplines humaines, telles que, par exemple, le politique.

Ni le baptême ni l'ordination ne dispensent de s'enquérir, d'apprendre, d'analyser, de raisonner, avec intelligence et honnêteté, y compris en utilisant l'apport des personnes et institutions non chrétiennes, et en cherchant avec eux la vérité sociale, politique, etc... (cf. toujours G.S. n° 44).

L'expression « doctrine sociale de l'Eglise » est souvent critiquée, parce qu'elle est ambiguë. La foi ne télescope pas la raison. Elle respecte la « consistance de l'humain », même quand elle doit, au nom de Jésus-Christ, protester contre ce qui est inhumain, car elle ne fait alors que restituer l'humain à lui-même, le remettre sur ses propres rails. Reste que Jésus-Christ ayant assumé non la race angélique mais celle d'Abraham, faite de chair et de sang (Hb. 2/14-16), il est dans la mission de l'Eglise de dire quel sens décisif prend le politique, comme toute réalité humaine, dans une existence conduite par la foi, et quelles exigences morales s'imposent à qui prétend vivre en fils de Dieu. (Il serait trop long

de traiter ici, dans son ensemble, le problème des rapports de l'Eglise, de la foi et de la morale).

L'Eglise n'a pas non plus de compétence spéciale au plan du *pouvoir* (à la manière dont on dit que l'état-civil a compétence pour enregistrer la naissance, et le prêtre pour célébrer le baptême).

L'Eglise n'a pas comme telle à exercer le pouvoir politique : elle n'est pas faite pour cela. Ce doit être clair dans son esprit, c'est-à-dire qu'elle doit être très consciente de la signification que prendront ses attitudes (aussi bien ses interventions que ses abstentions) dans un contexte donné. Cela doit être clair dans ses attitudes pratiques : les réflexes cléricaux ne sont pas morts. Il ne faut pas rêver : l'Eglise n'est pas qu'Esprit, elle est un corps. Elle a donc un poids social, par ses membres, spécialement par ses responsables de divers niveaux, ses groupes, mouvements, courants d'idées... Un prêtre, un évêque, ne seront jamais totalement des « non notables ». Que la tentation de puissance naisse de ce poids social est fatal. Le problème n'est pas de nier le caractère public, collectif, sociologique de l'Eglise, ni de prétendre l'évacuer en jouant les purs spirituels : il est de l'assumer. L'Eglise ne peut renoncer à être sacrement visible. Encore faut-il que sa signification soit authentique. Le refus du pouvoir politique, le respect des instances humaines normales et de leur compétence, y compris le respect des consciences personnelles affrontées au politique, entrent dans cette signification.

Pour autant, les membres de l'Eglise ne sont pas a priori exemptés d'exercer des responsabilités humaines. Du moment qu'il n'y a pas possession des pouvoirs et moyens politiques par l'Eglise, ni possession de l'Eglise par les pouvoirs et organisations politiques, l'Eglise doit dire l'amour de Jésus-Christ pour les hommes au plan collectif comme au plan des personnes. Car tout est en Lui, par Lui et pour Lui (Col. 1/16). La foi

et la charité ont un retentissement nécessaire sur toute l'existence, où le social et le politique tiennent une place éminente.

— L'Eglise doit exercer un *discernement* constant, avec beaucoup de finesse spirituelle, au long d'une histoire nécessairement ambiguë, si elle veut vraiment manifester le lien de toute chose à Jésus-Christ vérité dernière de l'homme, et manifester la compétence « spirituelle » qui la caractérise.

Il lui faut évaluer, selon l'Evangile, les thèses et les comportements sociaux ou politiques qui ne sont pas compatibles avec la foi, la charité, le respect de l'image de Dieu en l'homme ; les thèses et les comportements qui semblent compatibles et cohérents avec ce que Jésus-Christ nous dit de l'homme.

Nous sommes là dans le domaine du contingent. La tentation est grande d'identifier tel ou tel moment, telle ou telle formulation, de l'histoire de l'Eglise avec la vérité éternelle : Léon XIII, en prônant les syndicats mixtes, croyait servir l'esprit de l'Evangile, mais en réalité se fourvoyait, pour ne pas avoir analysé exactement les données humaines ; Pie X, lorsqu'il considérait que les inégalités sociales étaient normales, demeurait prisonnier d'une conception fixiste de l'humanité.

Prêtre et politique

La première question (*pourquoi* le prêtre s'engagerait-il ?) est traitée de façon rapide et schématique, sur le modèle d'une réflexion plus élaborée concernant l'insertion sociale du prêtre (polycopiée à part).

La deuxième question (*comment* ?) sera traitée de façon plus détaillée.

A/ Pourquoi le prêtre « s'engagerait-il » ?

Aussi bien la recherche doit-elle être celle de toute l'Eglise. Les autorités ne devraient intervenir qu'exceptionnellement au nom de leur seule autorité, sans faire jouer les liens ecclésiaux. Elles ne peuvent invoquer, en de tels domaines, la seule assistance de l'Esprit, mais elles doivent donner les raisons, valables pour tout homme de bonne foi, de ce qu'elles préconisent en tant que responsables de la fidélité de l'Eglise à sa mission dans le monde.

— Parmi les repères de cette fidélité, certains sont particulièrement exigeants :

- Le « pauvre », c'est-à-dire l'homme réduit à son être essentiel, appelle un service désintéressé, semblable à l'amour gratuit de Dieu pour celui qu'il fait exister.
- Le service de « tout homme », y compris de l'étranger, à l'encontre des racismes et particularismes, est en particulière harmonie avec la charité qui voit grand : cf. 1 Cor. 13/1-13.
- La « justice » est le respect de l'homme comme sujet, reconnaissance de son droit, donc de sa ressemblance avec Dieu, alors que l'exploitation et la domination le ravalent au rang d'objet ou de moyen...

A cette question trois types de réponses sont données.

1) Première réponse possible :

En principe le prêtre ne doit pas s'engager, mais des exceptions sont possibles.

A l'appui de cette thèse on fait valoir que :

- le prêtre est « l'homme du sacré »

● le prêtre est « l'homme du spirituel »

● le prêtre est « l'homme de tous ».

a) Critique rapide de ces trois raisons.

Aucun de ces « slogans » ne permet de dire réellement ce qu'est un prêtre. Ils sont le résultat d'une systématisation abstraite de la pensée qui oppose (entre autres concepts) la nature et le surnaturel, le profane et le sacré, le temporel et le spirituel... et finalement le laïc et le prêtre. Telle n'est pas la démarche de Vatican II.

La plus sérieuse de ces trois « formules » est sans doute celle qui définit le prêtre comme l'homme de tous. Elle contient en effet une part de vérité, dans la mesure où elle entend signifier :

- que le prêtre (ni d'ailleurs le laïc) ne peut réduire la conscience qu'il a de l'Eglise aux groupes ou aux milieux particuliers dans lesquels il est appelé à vivre sa responsabilité ;
- que le prêtre doit être significatif, au nom de sa responsabilité hiérarchique du rassemblement spécifique qu'opère l'Eglise : celui qui exprime notre adhésion au Christ par la foi et la charité.

Mais cette affirmation du « prêtre homme de tous » cache souvent une autre thèse : celle du « prêtre séparé ». On le voudrait « en-deçà », « au-delà » ou « au-dessus » du politique ; finalement on risque d'aboutir à faire du prêtre l'« homme de personne ».

Il devient ainsi incapable de signifier aux hommes, à partir de leur existence, la nature du rassemblement universel que l'Eglise a pour mission d'annoncer et d'opérer.

b) Nature des circonstances « exceptionnelles ».

On en évoque deux : « l'urgence » et la « suppléance ».

On peut se demander si le prêtre ne doit in-

tervenir que dans les cas d'urgence. Bien des questions (la paix, la justice, les pauvres, les vieux, les émigrés...) n'ont de solution qu'à longue échéance. L'Eglise se doit d'intervenir, y compris par ses ministres, tant qu'elles continuent à se poser.

La notion de suppléance est elle aussi fort critiquable. Elle sous-entend que le laïc seul doit se préoccuper du politique, comme si ce domaine « qui est celui de la plus haute charité » ne concernait en rien la responsabilité sacerdotale. Or il n'est pas nécessaire que le prêtre intervienne quand il n'y a pas de laïc. Il n'est pas exclu que le prêtre, ou l'évêque, ou toute l'Eglise locale se manifestent à la fois, même quand il y a des laïcs.

On a dû inventer la suppléance pour « boucher un trou »... Dans les faits, on a dû constater que l'apolitisme absolu du prêtre ou de l'évêque ou du pape était intenable. Mais, précisément, qu'il ait fallu ainsi ajouter au système une clause pour nombreuses exceptions, montre que c'est la thèse elle-même qui est mal pensée.

2) Deuxième réponse possible.

Le prêtre est d'abord un homme. C'est cela qui justifie en priorité son engagement politique. Parce qu'il est un homme, il a droit à la politique. Son caractère sacerdotal n'a à intervenir qu'en second lieu sur le fond prioritaire humain.

Ce langage s'explique. Il réagit contre des thèses et des pratiques, tendant à neutraliser le prêtre, à le déshumaniser, sous prétexte de le faire « spirituel ». Il exprime une sorte de volonté de récupération humaine. Mais il paraît mal ajusté, et on pourrait se fourvoyer en suivant sa logique.

D'une part l'homme, s'il est véritablement un animal politique, ne se réduit pas à cette dimension. Le politique ne suffit pas à faire un homme. Il n'est même pas indispensable : certains, peu

ou pas du tout engagés dans la vie politique, ont été de grands types d'humanité ; et des politiciens furent des hommes médiocres. Le devoir politique, même en un temps comme le nôtre où il importe d'éveiller au sens de la responsabilité sociale, compose avec d'autres devoirs, qui peuvent primer éventuellement, en raison des circonstances. Quant au droit à la chose politique on peut en faire le sacrifice par fidélité à des responsabilités d'un autre ordre.

D'autre part le prêtre, s'il ne cesse pas d'être et d'avoir à être un homme, ne peut oublier sa consécration radicale à l'œuvre du Christ (cf. P. O. n° 3). La responsabilité qui s'attache au sacerdoce assume toute l'humanité du prêtre, et oriente toute son existence. Le prêtre ne se découpe pas en une part tout humaine qui vivrait sur un registre tout profane, et une autre sacrale constituée par les seuls « actes spécifiquement sacerdotaux », ceux qui ont jusqu'ici caractérisé le ministère en chrétienté. On n'est pas prêtre à mi-temps. On l'est à plein temps, même dans les actes que tout le monde fait ou peut faire, même dans les actes de type et de nature politique, qu'on peut estimer cohérents et compatibles avec la responsabilité sacerdotale.

3) Troisième réponse.

A priori le prêtre est participant.

L'ordination et la mission reçue, loin de supprimer son baptême, et ses responsabilités d'homme, leur donnent un sens nouveau, et parfois même en urgent la mise en œuvre. Ce n'est pas bien que prêtre, mais parce que prêtre, qu'il remplit ses devoirs de citoyen, qu'il vote (à moins par exemple qu'il convienne que telle communauté religieuse nombreuse s'abstienne, pour ne pas fausser le jeu des élections municipales dans une petite commune) qu'il paie l'impôt, qu'il s'intéresse au bien collectif de ses frères. Il est faux de penser qu'on sera plus prêtre, ou qu'on ne

sera que prêtre, si on est complètement en dehors du service politique de l'humanité.

Mais, du fait qu'il représente le type spécifique du rassemblement ecclésial, et la compétence spécifique de l'Eglise, le prêtre, comme l'évêque ou le pape, ne déterminera jamais ses attitudes (abstention, intervention sous telle ou telle modalité) sans référence à cette responsabilité qui, pour lui, est première.

Il en résultera que parfois :

- Il interviendra : parce que l'Eglise doit marquer le coup, au nom de sa mission, au nom de la défense de l'homme, spécialement du pauvre, de l'exclu...
- Ou bien il s'abstiendra : parce que l'intervention ferait équivoque quant au rôle spécifique de l'Eglise.
- Ou bien il calibrera son intervention de sorte que la signification en soit juste et claire.

Tout cela suppose évidemment un discernement spirituel à base de désintéressement personnel et de confrontation avec d'autres (prêtres et laïcs) également soucieux du témoignage de l'Eglise. C'est ce qu'il nous faut maintenant essayer de préciser.

B/ Quelques repères plus immédiats sur Prêtre et Politique.

Ces repères n'ont tout leur sens que si on les situe au bout de la réflexion que nous avons tentée sur : le politique et la politique, la morale politique, Jésus-Christ et le politique, l'Eglise et le politique. Proposés à des prêtres, ils ne concernent pas qu'eux. Ils invitent à regarder de près : cela ne veut pas dire démission ou timidité, mais sérieux et vérité.

1) Etre lucide sur ses tendances et motivations.

C'est une question d'honnêteté. On pourrait couvrir d'un manteau missionnaire ou moraliste

ce qui serait seulement désir personnel, ou positions partisanses.

a) Déjà chez tout homme, ce ne sont pas les goûts et préférences qui doivent être normatifs, mais la conscience sans cesse en recherche à partir des événements, de la réflexion, des interpellations d'autres consciences. Chez un chrétien cette conscience est sans cesse rectifiée, réorientée par la foi. Chez un prêtre intervient la charge de représenter la compétence propre de l'Eglise : celle-ci n'est pas ordre politique ; elle est de faire apparaître dans le politique lui-même le sens dernier de la vie humaine et les exigences qui découlent d'une charité authentique jusqu'au cœur de la vie collective.

b) Reconnaître que le goût du politique existe chez le prêtre. C'est tout normal puisqu'il est un homme. Il faut ajouter que n'étant pas marié, ni père de famille, il investira volontiers dans ce secteur son désir d'avoir engendré, bâti, régi, joué son rôle. Hier il avait un autre exutoire pour sa volonté de puissance : les institutions chrétiennes. Elles sont aujourd'hui critiquées. Le reflux actuel vers le politique (comme vers le mariage) s'explique peut-être en partie par cette frustration.

Nier cette tendance serait pharisien. N'en prenons pas prétexte pour condamner toute participation du prêtre au service du bien collectif. Mais soyons d'autant plus lucides et maîtres de nos réactions que nous sommes plus aguichés par les choses politiques.

Nous dénonçons volontiers un passé clérical. Cela ne l'empêche pas de peser sur le présent. Car nous ne sommes pas totalement sortis de la chrétienté. Aussi faut-il continuer à être vigilants sur les ambiguïtés du rôle des clercs, c'est-à-dire de nos motivations intérieures ambiguës, et des significations dont l'ambiguïté peut être fatale, malgré la pureté de nos intentions.

On a souvent cité en exemple la solidarité des

clergés de Pologne, d'Irlande, du pays basque avec leur peuple. On s'est félicité de la réintégration des prêtres français dans la nation (après le fourvoiement du monarchisme) grâce à leur participation aux souffrances de la guerre 1914-1918. Il est heureux qu'un clergé comprenne son peuple, et en soit solidaire. Mais quand le crédit gagné se transforme en puissance politique, et que l'assurance qu'on en tire tourne au conservatisme à la fois religieux et politique, comme il arriva dans les années 20 aux prêtres français nationalistes, opposés à la prédication des papes pour la paix et pour la justice), on peut dire que le discernement spirituel n'a pas joué.

c) Cette lucidité sur soi-même et ses motivations s'impose d'autant plus que par formation et métier nous sommes des moralistes. Il nous est facile de faire tomber sur une situation non analysée, non prise au sérieux par une connaissance réelle, les principes d'une morale abstraite. Cette morale, apparemment généreuse et humanitaire, peut n'être qu'un voile idéologique qui cache des motivations plus banalement instinctives.

2) **Etre capable de s'expliquer devant tout homme.**

Un jugement sur le politique suppose une analyse de la situation, des intérêts et des groupes en présence, des arrière-plans qui expliquent les phénomènes. Nos analyses sont sous-tendues par des systèmes d'interprétation, libéraux, marxistes etc...

L'Eglise, comme telle, n'a pas de compétence spéciale pour faire cette analyse. Ni le baptême, ni l'ordination ne donnent de grâce particulière pour cela. Ne concluons pas que le baptême, et surtout l'ordination disqualifient. Tout simplement l'Eglise, les membres de l'Eglise doivent faire preuve de lucidité et d'honnêteté humaines, donc chercher avec les autres hommes, au risque d'ailleurs de se tromper comme les autres dans les analyses. Cela fait partie de sa condition terrestre.

L'Eglise est malhonnête quand elle appelle sa compétence spécifique spirituelle au secours d'une analyse marquée par ses préférences passionnelles (ex. Mgr Spellman ; les G.I. soldats du Christ au Vietnam). Mais il est normal qu'il y ait dans l'Eglise des interprétations diverses des situations politiques, et donc des affrontements : que l'épiscopat américain estime que le Vietnam-Sud est en état de légitime défense contre l'agression du Nord, soit ; mais nous sommes en droit de contester cette manière de voir, et de le dire.

Etre surtout capables d'expliquer les raisons humaines que l'on a d'intervenir (ou parfois tout aussi bien de ne pas intervenir). Les intentions pieuses, généreuses, missionnaires ne suppléent pas au défaut de sérieux au niveau d'une rationalité, d'une moralité banalement humaine. Donc chercher ce qui est en cause, quel est l'enjeu, pour l'homme. Cela implique qu'on ne soit pas extérieur à l'événement, à la situation, et en même temps qu'on essaie de les juger. Autrement dit, dans la connaissance de l'homme que nous tenons de Jésus-Christ, nous mettons la conscience au premier rang, et la conscience explicite. La grandeur de l'homme est dans le jugement qu'il porte sur son action. Jésus-Christ est venu interioriser le bien et le mal, et Saint Paul ne cesse de nous inviter au discernement spirituel (cf. Phil. 1,9-10 ; Eph. 5,10-17). La générosité est une disposition sentimentale heureuse : mais elle a besoin d'être conduite par la conscience : qu'est-ce qu'un moteur sans volant ?

3) Etre capable de s'expliquer à l'intérieur de l'Eglise.

L'enjeu humain d'une affaire, d'un drame, d'une décision est un appel à l'Eglise (par exemple, la paix au Vietnam, au Biafra, dans le monde...).

a) Mais nous devons donner priorité à la compétence de l'Eglise au sein des événements.

Sous prétexte que l'attention aux réalités politiques a jusqu'ici été trop faible dans l'Eglise, le remède n'est pas « engageons-nous, reengageons-nous », sans discernement de foi. Il faut donc que nous soyons capables de montrer que, dans tel cas, l'engagement pris est compatible et cohérent avec la mission de l'Eglise.

Pas plus que l'Eglise ne reçoit du Christ une compétence spéciale, au sens du savoir, sur les choses politiques, elle ne reçoit non plus de compétence spéciale au sens du pouvoir. Le pouvoir sur les choses syndicales, municipales ou proprement politiques appartient à des instances profanes. Ceci ne veut pas dire que les membres de l'Eglise soient disqualifiés. Au contraire leur foi dit toute l'importance humaine du politique. Mais il importe que l'intervention de l'Eglise par ses membres garde le sens d'un service, sans aucune signification de mainmise sur les moyens de puissance, surtout si, en plus, cela devait signifier une mainmise aussi sur les consciences.

Or les membres de la hiérarchie sont et paraissent représentatifs à un titre tout particulier de l'Eglise comme corps, et du spécifique de sa mission dans le monde. On accorde à de Gaulle d'être chrétien et d'avoir son analyse et ses options politiques. Cela ne signifie pas une mainmise cléricale, à moins qu'il ne fasse trop de cadeaux aux curés pour avoir leur soutien. Si le Cardinal Marty était chef d'état l'ambiguïté serait totale.

b) Les significations concrètes dépendent de bien des données

• Qui intervient (ou s'abstient) ?

Cela n'a pas la même portée selon qu'il s'agit du vicaire, du doyen, de l'évêque ou du pape. Autre chose, un gars du Mouvement de la Paix, ou sur l'estrade de la manifestation X., autre chose une équipe... A ce point de vue, une organisation de laïcs (A.C.O.) voire l'adhésion mas-

sive des chrétiens à une organisation (le M.R.P. des années 45-60), prend facilement signification d'engagement d'Eglise.

• A quoi participe-t-on ?

Il y a une différence entre un syndicat, dans la nature duquel il est de défendre la dignité élémentaire, le droit de regard essentiel du travailleur sur sa destinée, et le parti politique, dans la nature duquel il est de prendre le pouvoir et de l'exercer, y compris en exerçant une contrainte (cf. MANARANCHE, *Quel Salut ?*, Le Seuil, pp. 100-104). Il faut ajouter que le parti est la structure d'action politique la plus suspectée par le public.

• A quel niveau est-on situé ?

Le prêtre doit être disponible pour les responsabilités du sacerdoce : son engagement doit le laisser libre et d'action et d'esprit. Plus il est engagé à un niveau élevé, plus cette liberté est handicapée, de fait. Autre chose est le délégué du personnel, élu pour un temps par ses pairs, autre chose est le membre d'un appareil politique.

• L'histoire, y compris locale.

En France subsiste un souvenir atavique de la puissance politique de l'Eglise. Le cléricalisme n'est pas mort chez nous. L'opinion publique peut en vérifier la persistance en Espagne, en Vietnam du Sud, en Italie, etc...

L'Eglise doit se faire un bon sens spirituel, permettant d'apprécier progressivement, dans le contexte actuel, ce qui convient ou non.

c) Mieux vaut s'expliquer avant qu'après.

Le prêtre n'est pas autonome dans sa responsabilité ecclésiale. Il en va ainsi toujours, y compris quand il l'exerce au sein d'un engagement politique.

S'il est pris par son action, dominé par elle, plus que la dominant, il risque d'en faire la norme (évangéliquement justifiée !) de ce qui doit être fait.

Or la signification de l'Eglise et de la foi au niveau du politique ne peut être subordonnée à l'analyse, l'interprétation et le choix subjectifs de tel ou tel prêtre. Ce que le prêtre essaie d'exprimer doit être compatible avec la mission de l'Eglise. Il est normal que d'autres membres de l'Eglise contribuent à déterminer cette expression. Il ne s'agit pas de permission juridique mais de coresponsabilité.

Les laïcs doivent pouvoir se référer, pour leurs propres engagements, non pas à l'engagement même du prêtre, mais à la signification qui s'en dégage. Ainsi le prêtre aidant des algériens pouvait être une référence pour un chrétien partisan de l'Algérie française, en ce sens qu'il l'obligeait à honorer la nécessité d'une décolonisation. Un prêtre, adhérent et militant du syndicat X, peut être une référence pour l'adhérent du syndicat Y, et même pour les patrons, selon la qualité de son comportement. Mais il y a peu de chances qu'il y parvienne sans réfléchir avec ses frères dans la foi.

A fortiori doit-il se confronter avec son équipe sacerdotale, responsable avec lui, et consciente de l'enjeu missionnaire. Même si tous les membres de cette équipe ne doivent pas être engagés de la même façon, et même s'ils ne partagent pas la même analyse politique, cela reste vrai. Le lieu de la rencontre, c'est la signification de l'Eglise et de la foi.

Il faut accepter la diversité — au demeurant inévitable — des appréciations et des comportements politiques dans l'Eglise, y compris dans le clergé. Cette diversité acceptée n'est pas relativisme : elle ne signifie pas que toutes les analyses et tous les comportements se valent. Mais, hors les cas où la diversité est impossible (s'il s'agit de crime, comme la torture), on n'appro-

che d'une vérité qu'à travers des points de vue divers... La diversité est probablement nécessaire pour qu'apparaisse ce qui doit faire le fond commun, la signification des interventions. Il importe que la fonction du jugement, l'intervention de la conscience, soit manifestée. L'équipe est un lieu privilégié pour la réflexion sérieuse, l'élaboration, l'équilibration.

4) Relativiser comportement et institutions.

La valeur de l'action politique tient à ce qu'elle est un lieu du service de l'unité fondamentale entre les hommes, la possible expression de la plus éminente charité. Mais c'est aussi le lieu de toutes les idolâtries : idolâtrie des idéologies, des partis, des personnes. Le pouvoir a été désacralisé par l'Evangile. Au fond de l'homme subsiste un instinct de sacralisation : il se retrouve lui-même dans l'objet de son culte de la personnalité. Le prêtre ne cesse d'être tenté de jouer les sacralisateurs, en donnant aux choses de l'homme une autorité qu'elles n'ont pas. Un seul absolu : Jésus-Christ. Les premiers chrétiens étaient considérés comme athées, déloyaux par rapport au pouvoir politique sacralisé, parce qu'ils n'avaient d'absolu qu'en ce Jésus-Christ. Nous devons donc être très critiques sur ce qui ferait de nouveau du prêtre un sacralisateur : les formations de gauche peuvent chercher comme celles de droite à utiliser cette force de sacralisation.

On peut aussi tomber dans la politisation de la conscience. Les intérêts, les exigences, les repères de comportement (particulièrement celui de l'efficacité), d'ordre politique deviennent tellement prédominants que l'on n'a plus autre conscience que politique. Le clergé français fut un temps marqué, jusqu'à l'intoxication, par le « politique d'abord » de l'Action Française. Il en reste des traces. En chacun des citoyens sommeille un tenant de la « raison d'Etat ». Dans le temps même et dans les gestes où nous disons

le prix du service politique, nous devons ne pas oublier que l'homme ne se réduit pas à sa dimension politique, que la foi ni la charité ne se réduisent pas au politique, que l'Eglise n'est pas une société politique.

5) Signifier le désintéressement de l'Eglise.

Ce n'est pas si facile d'être au service de l'homme, sans arrière-pensée de profit : par exemple de profit confessionnel.

De fait l'opinion ne croit pas au désintéressement de l'Eglise. On pense qu'elle prend les virages opportuns. Et que s'il y a des chrétiens ou des prêtres personnellement désintéressés, l'ensemble du corps et surtout l'appareil, calcule le bénéfice (crédit, popularité, emprise sur les consciences) que vaudra telle ou telle intervention. Les gens jugent d'après les modèles cléricaux qu'ils ont dans l'esprit.

Donc, premièrement, respecter la liberté des chrétiens. Nous sommes responsables de leur fidélité à Jésus-Christ. Nous ne sommes pas les normes de leurs choix politiques. Dans combien d'endroits les gens pensent-ils encore que nos comportements particuliers ont valeur de normes ? Est-il dès lors indiqué de proclamer pour qui on vote ? Ce n'est même pas le jour des élections qu'il faut rappeler le devoir civique : tout le monde comprendrait qu'il faut voter à droite. Le prêtre qui pense devoir prendre des options doit veiller à ce que la *signification* en soit perçue, celle d'un service désintéressé de l'homme ; ce qui suppose le respect d'analyses et de choix différents, dans une même recherche de fidélité au bien de l'homme.

D'autre part, éviter l'opportunisme, la démagogie fut-elle motivée par les complexes ecclésiastiques (l'Eglise a perdu la classe ouvrière) ; que l'on cherche souvent à nous utiliser ne veut pas dire que nous devons toujours nous défilier : mais l'enjeu doit apparaître sérieux pour que nous acceptions ; et la signification publique doit

être clarifiée le plus possible. La participation à la vie des hommes, spécialement par le travail, sera souvent une garantie de sérieux : autrement on risque de céder à la tentation de resituer le prêtre et l'Eglise, directement, en qualité de notable ou de corps sociologique, en bonne place, là où il importe d'être au bon moment.

Il restera toujours des ambiguïtés et des incertitudes. En combien de circonstances récentes les chrétiens, les non-chrétiens, le clergé, se sont

trouvés partagés entre deux tendances : qu'attend l'Eglise pour parler, et parler fort ? ou au contraire : que l'Eglise se mêle de ce qui la regarde, que la hiérarchie laisse ceux qui sont sur le terrain prendre leurs responsabilités ! C'est pourquoi, même si on a réfléchi avant de déterminer une attitude, il y a lieu de faire la critique, après coup, de l'option prise. C'est ainsi que se construira la sagesse chrétienne, pierre à pierre, sur ce chantier difficile.

Note d'information sur l'Année sacerdotale

A qui s'adresse l'Année sacerdotale ?

L'Année sacerdotale s'adresse normalement à des prêtres :

- ayant déjà une certaine **EXPERIENCE** pastorale,
- appelés pour le compte de **LEUR DIOCESE** ou de la Mission de France,
- à un **ENGAGEMENT MISSIONNAIRE** nouveau ou renouvelé,
- dans le cadre d'une réelle **EQUIPE SACERDOTALE**.

Elle concerne directement, en fait, les **EQUIPES** dont ces prêtres font ou feront partie.

Ces équipes peuvent être soit des équipes de la Mission de France, soit des **EQUIPES DIOCESAINES** participant (ou se **PREPARANT** à participer) à l'Association de diocèses entre eux et avec la Mission de France, soit **D'AUTRES EQUIPES SACERDOTALES**, dès lors qu'elles sont engagées ou s'engagent dans un effort missionnaire réel.

Normalement, on ne participe pas à l'Année sacerdotale à titre individuel, mais **POUR LE COMPTE** de son équipe. Dans toute la mesure du possible, les participants sont appelés à retourner régulièrement et de façon prolongée dans leurs équipes, et à les faire participer au travail de réflexion. A l'inverse, sur un thème qui appelle une participation plus dense, l'équipe peut déléguer tel ou tel de ses membres, en plus de celui qui est engagé pour toute l'année.

Ainsi les réflexions entreprises à Fontenay peuvent correspondre aux besoins réels, s'enraciner dans l'actualité d'une réalisation et y trouver leur point d'application.

Les **CANDIDATURES INDIVIDUELLES** ne sont pas systématiquement écartées. Elles doivent être examinées chaque fois, mais demeurant normalement l'exception.

Les modalités de participation seront examinées en fonction de chaque prêtre (son expérience, sa recherche), de chaque équipe (son engagement missionnaire et sa participation éventuelle à l'Association), et de chaque secteur (ainsi la distance par rapport à Paris).

Calendrier, programme et méthode pour 1970-1971

Une critique de l'exercice en cours aura lieu à la fin (en juin 1970) : elle aboutira sans doute à des propositions de changements, en vue d'une amélioration.

On doit néanmoins, et on peut, prévoir dès maintenant ce que sera pour l'essentiel le déroulement de l'Année sacerdotale 1970-1971.

Une PRE-SESSION de 4 jours lancera la recherche des équipes, sous la forme d'un bilan à établir : elle se tiendra à Fontenay du 7 sept. au soir jusqu'au 11 au soir. Ensuite LES SESSIONS DE 4 SEMAINES s'échelonneront entre le 5 octobre 1970 et le début de juin 1971. Entre les sessions, il y aura une période de 3 semaines d'inter-session, où les participants peuvent rejoindre leur secteur et leur équipe. Les week-ends vont du samedi au lundi.

On ne peut préjuger du contenu détaillé du PROGRAMME, avant que les participants n'en aient eux-mêmes déterminé les thèmes. Il serait étonnant qu'il diffère totalement de celui de 1969-1970, qui correspond assez bien aux questions fréquemment posées aujourd'hui par les équipes.

De même la méthode sera critiquée, pour être perfectionnée. Mais de toute façon elle restera caractérisée par la priorité accordée aux EXPERIENCES VECUES sur le terrain, et par la progression qui va de la réflexion personnelle aux conclusions en passant par la CONFRONTATION en petit puis en grand groupe.

L'animation de l'Année sacerdotale

Sous la responsabilité de Mgr VILNET, elle est assurée par une équipe de prêtres, tant diocésains qu'appartenant à la Mission de France, sous la direction du Père René SALAUN. Cette équipe assure à la fois l'animation à Fontenay et Palde à une réflexion sur place des équipes qui le désirent.

Toute correspondance doit être adressée à :

René SALAUN
Année sacerdotale
B. P. 38

94 - FONTENAY-sous-BOIS

N. B. : Vous pouvez vous procurer des exemplaires de la note d'information, à Fontenay.

Carnet de la Mission

Le père de Michel VALTON
celui de Gilbert RUFFENACH

La mère de René CACLIN

sont décédés.

Que leurs familles et leurs amis trouvent ici le témoignage
de notre amitié et de notre prière.

Peuples, chantez !

Eglise de la Patte-d'Oie, Toulouse

Texte et Musique : Henri Trouillet et Jean Landry

« Tout le monde connaît, au moins depuis l'ordination épiscopale de Mgr Saint Gaudens, les « Litanies des saints, de la Mission de France ». Elles viennent d'être approuvées ad experimentum pour l'usage liturgique, ainsi que l'Exsultet (fiche I 111-1). On sera donc heureux de trouver ces mélodies sur un disque récemment édité par le Studio S.M., en même temps qu'une messe avec tous ses chants et une Prière pour l'Unité.

En écoutant « Peuples, chantez ! », on découvre une célébration prise sur le vif, à la paroisse du Sacré-Coeur de Toulouse (Patte d'Oie) ; la participation d'une assemblée qui chante, sans compétences particulières mais sans médiocrité, est fidèlement transmise, grâce à la présentation et à la qualité de l'enregistrement.

Sans doute se trouve-t-on devant un style propre et assez

spécifique : tout semble reposer sur la compétence et la conviction d'un soliste qui entraîne sans cesse le chant de la foule... Et on n'en trouvera pas partout d'aussi bon qu'à la Patte d'Oie ! Cette forme, d'ailleurs, qui convient si bien à un EXSULTET ou à des pièces de structure litanique, pourrait, il faut l'avouer, paraître un peu abusive quand elle s'applique à toute une célébration... et l'on est heureux que la seule exception concerne le SANCTUS qui tout particulièrement exige une unanimité. Mais il faut reconnaître que cela permet une participation vraiment populaire au meilleur sens de ce mot : on se sent pris dans un climat de prière communautaire, et la richesse des mélodies, auxquelles il est si facile de s'unir, donne envie de chanter...

Le texte des chants officiels y est strictement respecté. Quant aux compositions, elles

fournissent des paroles (d'ailleurs reproduites sur la pochette du disque) toujours expressives d'un contenu théologique et spirituel dont la Bible et la tradition liturgique fournissent la sève ; et nous ne parlons pas seulement des cantiques directement inspirés des psaumes, comme « Des quatre coins de monde » ou « Que s'ouvre notre terre ». Et cette expression nourrie de doctrine ne paraît pas difficile, tant elle est, dans sa poésie, conforme au langage d'aujourd'hui !

Ce disque est certainement une contribution très constructive à la recherche d'une authentique liturgie : Mystère du Seigneur, celui de tous les temps, célébré par un peuple actuel et concret ».

Robert Cabié.

(Tiré de : Foi et Vie de l'Eglise au diocèse de Toulouse, N° 13, 12 avril 1970).

Ouvrages reçus

**Petit Dictionnaire de Théologie
Catholique**

**Mystère de l'Eglise et Action
pastorale**

**Services de l'Eglise et Action
pastorale**

**Science et Théologie. Recherches et
Débats**

Franco-parler pour notre temps

**La mission des parents :
perspectives conciliaires**

**Porte ce festin aux pauvres (étude
sur l'Eucharistie et la charité chez
Ch. de Foucauld et A. Peyriguère)**

**Foi en l'Homme : l'apologétique de
Teilhard de Chardin**

**Pour un renouveau de la vie
religieuse**

Nouveaux tests

Jean XXIII

Karl RAHNER & Herbert VORGRIMLER
Ed. du Seuil - 1970, 508 p.

Karl RAHNER
Ed. Desclée - 1969, 186 p.

Karl RAHNER
Ed. Desclée - 1970, 315 p.

C.C.I.F. n° 67
Ed. Desclée et Brouwer - 1969, 49 p.

André MANARANCHE
Ed. du Seuil - 1970, 167 p.

Daniel BOUREAU
Ed. du Cerf - 1970, 420 p.

Michel BECQUART
Ed. Desclée - 1969, 159 p.

J. E. JARQUE
Ed. Desclée - 1969, 294 p.

L. M. ORSY S. J.
Ed. Desclée - 1970, 285 p.

Jean DANIELOU
Ed. Beauchesne - 1970, 96 p.

Michel de KERDREUX
Ed. Beauchesne - 1970, 360 p.

Numéros disponibles

Nous consulter pour les numéros antérieurs à 1968.

1968 - n° 8 : Trois prêtres font le point. — Le phénomène de la déchristianisation [1] (R. Salaün).

n° 9 : Les événements (mai 1968) — Le phénomène de la déchristianisation [2] (R. Salaün, J. Rémond).

n° 10 : Prêtres dans la vie ouvrière (M.B. et J. Deries) — Catéchisme, sacrements, évangélisation (J. Rémond).

n° 11 : L'Eglise chez nous. — Valeurs et foi chrétienne (P. Deladœuille).

n° 12 : Le Forum de Lyon (N. Guillot). — Rapport du Comité épiscopal de la Mission de France.

1969 - n° 13 : Le « religieux » et la foi — Une Eglise dans un peuple opprimé (Dom Frago).

n° 14 : Dans le Soissonnais — Crise de la ville ou crise de la société P (P. Macquart).

n° 15 : Crise de la Mission de France P (J. Vinatier). — L'Association et l'Année sacerdotale (R. Salaün).

n° 16 : La fermeture du Séminaire de la Mission de France. Pour une formation spécialisée des prêtres missionnaires (E. Marcus).

n° 17 : Signification de l'incroyance et nature de la Foi (B. Lacombe).
Les vacances et le tourisme (Agnès Pitrou).

n°s 18-19 : Assemblée Générale de la Mission de France (24-26 octobre 1969).
Interventions des Equipes.

n° 20 : Assemblée Générale (octobre 1969).
Exposés (M. Bellet, R. Salaün) — Le Bâtiment et les T.P. (A. Pitrou) —
Le sens humain du Célibat (M. Massard).

Tirés à part : R. Crespin — L'originalité de la foi (5/1966) (2 F). — R. Salaün —
Evangéliser, c'est faire quoi ? (1/1967) (2 F). — J. Dimnet — Presse, Radio, Cinéma, Télévision, Publicité (4/1967) (1 F 50). — M. Massard —
Foi et religion (7/1968) (1 F 50).

ABONNEZ VOS AMIS

bulletin à découper et à envoyer à

Lettre aux communautés

Prélature

B.P. 38 - 94 Fontenay-sous-bois

NUMEROS SPECIMENS

Veillez servir gratuitement un n° spécimen à

M _____

M _____

de la part de M _____

signature :

BULLETIN D'ABONNEMENT

(conditions page suivante)

Je souscris un abonnement au nom de :
(écrire en lettres capitales)

M _____

adresse : _____

Ci-joint dans la même enveloppe un mandat, chèque bancaire, chèque postal de Fr.

à l'ordre de : Lettre aux Communautés
c.c.p. Paris 21.596.44

Maquette : J.-M. Bertholle